

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme de Master en sciences Financières et
Commerciale

Spécialité : Monnaie finance et banque

THEME :

Modalité et caractéristiques d'octroi de Crédit d'Investissement

Cas : BNA KOLEA

Elaboré par :

Mr.Aichour oussama

Encadreur :

Dr. Fayrouz Selougha

Lieu du stage : Banque National d'Algérie « KOLEA»

Période du stage : du 02/05/2018 au 31/05/2018

2017/2018

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme de Master en sciences Financières et
Commerciale

Spécialité : Monnaie finance et banque

THEME :

Modalité et caractéristiques d'octroi de

Crédit d'Investissement

Cas : BNA KOLEA

Elaboré par :

Mr.Aichour oussama

Encadreur :

Dr. Fayrouz Selougha

Lieu du stage : Banque National d'Algérie « KOLEA»

Période du stage : du 02/05/2018 au 31/05/2018

2017/2018

Remerciements

En préambule à ce mémoire nous remercions **ALLAH** qui nous a aidé et qui nous a donné la patience et le courage durant ces longues années d'étude.

Nous souhaitons adresser nos remerciements les plus sincères à **M^{me} F.Selougha** pour ses conseils et pour nous avoir honoré en acceptant de diriger ce travail.

Nous remercions les membres de jury d'avoir accepté de consulter et d'évaluer ce mémoire.

Nous tenons aussi à remercier l'ensemble du corps professoral de « l'école supérieure de commerce » pour la richesse et la qualité de son enseignement.

Nous n'oublions pas de passer nos remerciements au personnel travailleur de la Banque Nationale d'Algérie-Kolea d'avoir facilité la réalisation de notre stage, surtout M^{me} Chambazi Soraya mon encadreur de stage pour sa disponibilité et son encouragement.

Enfin, nos remerciements les plus distingués sont destinés à tous qui nous ont aidé à réaliser ce modeste travail du près et du loin.

Oussama Aichour

Dédicace

Je dédie ce modeste travail à mes parents qui m'encourageaient et qui me donnaient le pouvoir et la volonté de finir mes études.

Je dédie ce mémoire aussi à mes sœurs : Nesrine, Nada et Lamis qui sont les fleurs de la famille.

N'oublions pas l'ensemble de mes amis Farouk, Wadie, Aymen et Yahia Qui marquent toujours leur présence à tous les moments de ma vie.

Que Dieu vous garde.

Sommaire

Sommaire

Introduction générale.....	A
Chapitre 1 : Notions de base sur l'investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit.....	1
Introduction.....	2
Section 1 : Notions sur l'Investissement.....	3
Section 2 : Notion du Crédit d'Investissement	9
Section 3 : Les Risques de Crédit et les Moyens de Prévention	22
Conclusion	29
Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement.....	30
Introduction.....	31
Section 1 : Les documents nécessaires pour l'étude d'un dossier.....	32
Section 2 : Critères d'octroi de crédit bancaire	40
Section3 : L'analyse financière	44
Conclusion	60
Chapitre3 : étude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea...61	
Introduction	62
Section1 : Présentation de l'Organisme d'Accueil BNA Kolea.....	63
Section 02 : cas d'étude d'un dossier de crédit d'investissement.....	68
Conclusion	85
Conclusion générale	
Bibliographie	
Tables des matières	
Résumé	
Annexes	

Liste des tableaux

Tableau	Intitulé	Page
Tableau N° 01	La structure de financement du CNAC	21
Tableau N°02	La structure de financement ANGEM	22
Tableau N°03	Bilan financier en grand masse	49
Tableau N°04	La gamme des produits et la capacité de production	72
Tableau N°05	La distribution des ouvriers	72
Tableau N°06	Coût d'équipement à acquérir	73
Tableau N°07	La structure de financement d'investissement	73
Tableau N°08	L'amortissement du crédit	75
Tableau N°09	Calcule du CA	75
Tableau N°10	TCR prévisionnel	76
Tableau N°11	Calcule du BFR, FR et Trésorerie	77
Tableau N°12	Calcule de la variation du BFR	78
Tableau N°13	Calcule des ratios (prévisionnels)	79
Tableau N°14	Calcule de la (VANFP) et (TRFP)	81

Liste des figures

Figures	Intitulé	Page
Figure N°01	Types du Crédit d'Investissement	15
Figure N°02	présentation de l'opération de leasing	18
FigureN°03	présentation des indices de l'équilibre financier (prévisionnelle)	78

Liste des abréviations

PME : Petite et Moyen Entreprise

CMT : Crédit à Moyen Terme

BNA : Banque National d'Algérie

BFR : Besoin en Fonds de Roulement

CA : Chiffre d'Affaire

CLT : Crédits à Long Terme

BAD : Banque Africaine de Développement

CNEP : Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance

ANSEJ : Agence Nationale de soutien à l'Emploi des Jeunes

CNAC : Caisse National d'Assurance de Chômage

ANGEM : Agence Nationale de gestion du Micro-crédit

DLMT : Dette à Long et Moyen Terme

CT : Court Terme

IBS : Impôt sur les Bénéfices des Sociétés

APSI : Agence Nationale pour la Promotion de l'Investissement

VAN : Valeur Actuelle Nette

TRI : Taux de Rentabilité Interne

BA : Banque d'Algérie

CI : Centrale des Impayés

ATD : Avis à Tiers Détenteurs

GRH : Gestion des Ressources Humaines

FR : Fond de Roulement

VE : Valeur d'Exploitation

VR : Valeur Réalisables

CBC : Concours Bancaires Courants

TR : Trésorerie

SIG : Soldes Intermédiaires de Gestion

EBE : Excédent Brut d'Exploitation

CAF : Capacité d'Autofinancement

VCEAC : Valeur de Cession des Eléments d'Actif Cédés

TCR : Tableau Compte de Résultat

HT : Hors Taxes

RRL : Ratio du Risque Liquidatif

TTC : Toutes Taxes Comprises

VA : Valeur Ajoutée

RNE : Résultat Net de l'Exercice

RBE : Résultat Brut d'Exploitation

MCV : Marge sur Coût Variable

ANDI : l'agence nationale de développement de l'investissement

CNAS : Caisse National des Assurances Sociales des Travailleurs Salariés

CASNOS : Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Non-Salariés

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

VANFP : Calcule de la valeur actuelle nette des fonds propres

TRFP : taux de rentabilité des fonds propres

DRAFP : Délai de récupération actualisé des fonds propres

RN : Résultat Net

DPAMR : Délégation Police d'Assurance Multirisque

DPACATNAT : Délégation Police d'Assurance Catastrophes Naturelles

INTRODUCTION GENERALE

Introduction générale

Introduction générale

Afin de se tenir au courant des changements économiques dans le monde à la lumière de l'économie de marché, l'Algérie a revisité son système bancaire qui a connu plusieurs réformes dont les plus importantes sont les réformes de 1990 de la loi monnaie et de crédit 10-90 et celui du décret présidentiel 11-03 de la réforme de la loi monnaie et de crédit. Cela lui a permis de s'adapter à l'environnement bancaire et économique international et d'autre part, de donner aux banques un nouveau rôle dans la mobilisation des ressources financières et donc de les placer dans les plus hauts rangs qui leur permettent d'occuper une bonne position parmi les banques professionnelles.

La Banque ne collecte pas seulement de l'argent, mais aussi elle cherche des moyens afin de les utiliser. Pour y parvenir, la Banque a mis en place une politique de crédit conformément aux procédures et aux solides normes, en outre, la réalisation de l'étude du dossier de crédit afin d'éviter tout risque prévisible.

Et à travers les exigences du marché des investissements, nous constatons que toutes les entreprises, tant au moment de la création ou dans le cadre de leur projet d'investissement ont besoin de moyens financiers externes pour couvrir leur déficit financier et de continuer son rôle économique dans le pays. En Algérie, le retour aux sources externes pour financer les besoins de l'entreprise nous conduit automatiquement à des prêts bancaires, en raison de l'absence totale d'un marché financier.

Pour cette raison, la Banque s'impose sur la scène économique comme un partenaire clé et un établissement de crédit indispensable.

Grâce à ce processus, le banquier a de nombreux risques à identifier, mesurer et limiter, et tout ça grâce aux méthodes d'analyse et évaluation des projets, que doit suivre par le banquier avant de prendre toute décision.

Le fait de répondre aux demandes de financement des entreprises exige que la banque accepte un certain seuil d'incertitude et, à partir de là, la prise de risque devient inévitable.

L'étude analytique et l'évaluation d'investissement sont indispensables pour le banquier afin de minimiser les risques liés à l'opération de financement. Dans notre travail, nous allons mettre en surbrillance les démarches liées au financement d'un projet



Introduction générale

d'investissement par une banque publique. Pour ce faire, nous allons tenter de répondre à la question suivante :

«Quelles sont les critères d'évaluation et d'acceptation de la financement d'investissement par une établissement financière? »

Dans le but de mieux cerner la problématique énoncée auparavant, il serait nécessaire de répondre aux sous interrogations suivantes :

-Quels sont les risques qu'une banque peut encourir lors de l'octroi d'un crédit ? Et comment y réduire?

- Quels sont les paramètres auxquels doit s'intéresser le banquier dans l'étude de dossier du crédit d'investissement?

Dans le contexte de notre recherche, les hypothèses formulées sont les suivantes :

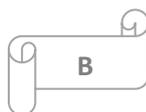
- **Première hypothèse :** Les risques qu'une banque peut encourir lors de l'octroi d'un crédit sont :
 - Risque d'immobilisation
 - Risque de non remboursement
 - Risque de marché
- **Deuxième hypothèse :** Les banques algériennes s'appuient uniquement sur l'évaluation de projet et l'historique de l'entreprise autant qu'outil d'évaluation de la rentabilité des projets.

L'objectif principal de notre étude s'articule autour de trois points essentiels :

- Exposer les notions de base sur l'investissement, crédit d'investissement et les risques liés à l'activité bancaire.
- Permettre la compréhension des outils d'étude des dossiers du crédit, également l'étude du processus d'octroi de ce dernier.
- Etablir le rapprochement entre théorie et pratique, afin de dégager des propositions.

Méthode de recherche

Pour atteindre notre objectif d'une utilité grandissante sur l'étude analytique des dossiers de crédit d'investissement, nous adoptons une démarche fondée sous un double éclairage :



Introduction générale

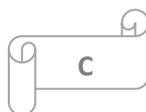
- D'abord théorique visant à expliquer la notion d'investissement, crédit d'investissement et les risques encourus lors de l'activité des banques, ainsi les critères auxquels les banques s'intéressent lors de l'évaluation et l'étude de dossiers de crédit d'investissement.
- Ensuite, empirique par lequel, en illustration des relations client-banque, nous procédons à une étude d'un dossier de crédit d'investissement à moyen terme (CMT).

Notre choix s'est alors porté sur une agence de la Banque Nationale d'Algérie implantée à Kolea wilaya de Tipaza, qui capitalise une longue expérience en matière d'opération de financement des investissements. De ce fait, il nous a été loisible d'étudier une demande de crédit d'une entreprise industrielle pour couvrir les besoins d'implantation d'une unité de fabrication de produits manufacturés en béton et autre, consiste en l'acquisition d'un matériel d'investissement. En outre, nous avons opté pour cet exemple assez significatif d'un secteur en bute à beaucoup de difficultés notamment la dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers pour l'acquisition des machines industrielles, donc le recours au crédit bancaire est incontournable.

Plan adopté

Ainsi notre travail s'articule autour de trois chapitres dont les deux premiers traitent essentiellement du volet théorique de notre recherche ainsi que nous l'avons montré dans le paragraphe précédent. Le plan de notre mémoire se décline alors de la façon suivante :

- Le premier chapitre, constitué de trois sections, est consacré à une étude descriptive des notions de base sur l'investissement, les crédits d'investissement et les risques liés lors de l'octroi de crédit. Un large développement est consacré dans ce chapitre aux Investissements et les crédits sollicités pour le financement de cette dernière par les banques en Algérie, qui jouant un rôle non négligeable dans le financement des investissements et le développement de l'économie nationale, ces éléments fondent le contenu des deux premières sections. Tout crédit renferme des risques et en corollaire doit comporter des garanties, c'est ce que nous expliquons au niveau de la troisième section.
- Le deuxième chapitre, composé de trois sections aussi, détermine les différents processus d'étude d'un dossier de crédit d'investissement. La première section introduit les documents nécessaires pour l'étude d'un dossier de crédit. ainsi les



Introduction générale

critères d'octroi de crédit bancaire comme une source essentielle dans la prise de décision finale du crédit qui fait l'objet de la deuxième section. Quant à la dernière de ce chapitre, elle décrit les fondements de l'analyse financière comme un outil d'étude de risque.

- Le troisième chapitre, intitulé « étude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea ». illustre les développements présentés dans les deux premiers chapitres, ce chapitre est constitué, à son tour, de deux sections, la première sera consacrée à une présentation exhaustive de la Banque Nationale d'Algérie (BNA). La seconde étudiera de façon approfondie à l'aide de l'analyse financière la demande du crédit effectué par la banque.

Nous reprenons en conclusion générale les principaux résultats obtenus au niveau de chaque chapitre. De même nous y formulons quelques propositions pour améliorer l'activité bancaire en Algérie.



Chapitre 1

**Notions de Base sur
l'Investissement, le Crédit
d'Investissement et les
Risques de Crédit**

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

Chapitre 1 : Notions de base sur l'investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

Introduction :

Avec le passage décisif d'une économie planifiée vers une économie de marché, les banques se trouvent doublement sollicitées par ce mouvement d'une ampleur et d'une profondeur déjà appréciables, elles doivent en effet contenir ces transformations tout en assurant leur propre changement. La banque a par conséquent un rôle multiple à jouer dans l'économie du pays à partir des services octroyés, des investissements et des crédits consentis aux particuliers et aux entreprises.

Les banques ne connaissent guère le cycle de production et leur activité ne peut être qualifiée de saisonnière. De même, il est difficile d'introduire au plan de la gestion une différence fondamentale entre le court et le long terme, l'investissement et le financement. Tant des phénomènes dépendant se manifestent. Mais surtout autres dus essentielle pour une banque telles que le faite de prendre ce risques.

Dans notre premier chapitre nous devons donner des notions sur l'investissement, le crédit d'investissement et enfin Les risques et les moyens de prévention.

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

Section 1 : Notions sur l'Investissement.

I. Définition de l'Investissement

«L'investissement est une opération réalisée par les agents économiques pour obtenir des biens de production telle que machines, bâtiment...l'investissement est une dépense destinée à maintenir ou à accroître son potentiel productif.»¹.

Ainsi. L'investissement est un déterminant fondamental pour la croissance économique à long terme, ce thème est toujours d'actualité et source de problématiques riches et vaste.

I.1. Définition Economique de l'Investissement

« L'investissement est la réalisation ou l'acquisition d'un capital fixe, c'est-à-dire une accumulation de facteur physique, principalement de production et de commercialisation. Ces actifs augmentant le potentiel économique de l'entreprise et contribuent à son fonctionnement sur plusieurs cycles de production successifs »².

Donc l'investissement représente tout sacrifice de ressources fait aujourd'hui dans l'espoir d'obtenir dans le futur des résultats dans le temps, mais d'un montant total supérieur à la dépense initiale.

I.2. Définition Financière d'Investissement

« L'investissement s'analyse comme l'affectation de monnaie à l'acquisition d'actif industriel ou financier. C'est une décision d'immobilisation des capitaux, c'est-à-dire engager une dépense immédiate dans le but d'en réaliser un gain sur plusieurs périodes successives»³.

Donc selon cette définition, l'investissement est un emploi long, qui exige un financement long, ce qui veut dire des capitaux permanents (propres ou empruntés).

¹ CAPUL Jean-Yves, ... L'économie et les sciences sociales de A à Z, Paris, France, 2004, p164.

² CONSO Pierre, HEMICI Farouk, ... Gestion financier de l'entreprise, 10è me Edition, Paris, France, 2002, p372.

³ Idem

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

I.3. Définition Comptable d'Investissement⁴

L'investissement pour le comptable, est relié directement à la rubrique de l'actif immobilisé. Cette notion d'immobilisation au sens comptable du mot, définit donc l'investissement comme :

- Tout bien, meuble ou immeuble, corporel (terrains, équipements, titres de participation...) ou incorpore (brevet, fonds de commerce...), acquis ou créés par l'entreprise.
- Les services tels que les programmes de recherches et de développement, ou encore investissements commerciaux (les campagnes de publicité...) qui portent sur une longue durée.
- Ce tant qui est destinés à rester durablement sous la même forme (les biens) dans l'entreprise.

Cette définition englobe les biens et les services non consommés au cours d'un exercice, elle met l'accent sur la durée de vie de l'investissement qui dépasse celle d'un exercice.

I.4. Classification des Investissements⁵

Plusieurs classifications ont été données aux investissements. Cependant nous ne nous intéresserons qu'à une catégorie, souvent appelée « investissement technique ». Ce dernier est l'investissement dont on peut mesurer les produits réalisés.

- **L'Investissement de Remplacement** : Dont l'objectif est de maintenir la production dans l'entreprise, c'est une réponse à un soucis de maintien. Ici, le risque est généralement faible, par exemple remplacer une machine par une autre, quasiment la même ça ne modifie pas trop le processus de production dans l'entreprise.
- **L'Investissement de Modernisation** : Dont l'objectif est d'améliorer la production de l'entreprise, par exemple remplacer une machine déjà utilisée par une autre plus performante, ce qui permet d'améliorer la productivité (les quantités produites) et diminuer les couts de production.

⁴ Mémoire magister en sciences économiques « les circuits de financement des PME en algérie » université d'Oran présenté par Melle B. Djamila 2007

⁵ <http://www.blog-gestion-de-projet.com/quest-ce-quun-projet-dinvestisment-et-comment-les-classifier/> à 13 :50 le 18/04/2018

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

- **L'Investissement d'Expansion** : Ou ce qu'on appelle aussi « l'investissement de développement », l'objectif est d'accroître le volume de production d'un produit actuel (déjà commercialisé), ou de lancer un nouveau produit non commercialisé. Le deuxième cas pose un problème de fiabilité des prévisions de vente.
- **L'Investissement Stratégique** : Cet investissement a soit, un caractère offensif : accroître la part du marché, développer la recherche, soit un caractère défensif : par exemple la recherche d'une protection des débouchés. Le risque ici est important, par exemple construire une usine à l'étranger ou lancer une nouvelle gamme de produits demandent des études prévisionnelles.

L'investissement peut aussi être classifié selon deux critères :⁶

Critère de nature : on distingue :

- L'investissement corporel : Il s'agit de l'investissement dans les objets matériels : machines, terrains, bâtiments, véhicules, mobiliers, etc.
- L'investissement financier : il consiste d'investir dans la bourse (actions et obligations) ou dans la banque (titres et droits de créance).
- L'investissement incorporel : Il s'agit de tout ce qui n'est pas corporel ni financier. On peut citer à titre d'exemple : les fonds de commerce, l'investissement dans la recherche et le développement, les logiciels informatiques, etc.

Critère de fonction, on distingue :

- Investissement de production : (usine, industrie...)
- Investissement administratif ;
- Investissement commercial (import/export) ;
- Investissement logistique : (technologie, méthode de production).

II. Caractéristiques de l'Investissement :⁷

Il existe plusieurs caractéristiques spécifiques de l'investissement. Les plus importantes sont présentées comme suit :

⁶ http://public.iutenligne.net/gestion/gestion-financiere/antraigue_januario/partie4_choix_invest_finan_832-S3/sansmenu/GEST-P04-R01/CHAPITRE-01/Section-1-3.html à 13 :31 le 17/04/2018

⁷ M. Malek, choix d'investissement, support de cours école supérieur de commerce, Alger, 2016-2017 ; page 29.

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

II.1. Le Capital Investi

Il s'agit de la trésorerie investie par l'entreprise dans le projet.

Le capital investi comprend :

- Le prix d'achat
- Les frais accessoires (frais de transport et d'installation notamment
- Le cout de formation du personnel
- L'augmentation du besoin en fonds de roulement (BFR) : les investissements permettent une hausse du chiffre d'affaires qui débouche sur une hausses de créances clients, des stocks de matière premières et de produits finis. L'impact est doc négatif sur la trésorerie. Néanmoins ce décalage est rattrapé à la fin de la durée de vie de l'investissement.

II.2. la Durée de Vie

La connaissance de la durée de vie de l'investissement est indispensable pour évaluer les gains attendus. On retient la durée pendant laquelle le projet génère des flux de trésorerie positifs.

A défaut d'information précise à ce sujet, on retient dans ce cas la durée d'amortissement de l'immobilisation.

II.3. la Valeur Résiduelle

La valeur résiduelle représente le prix de revente de l'investissement à la fin de la période du projet.

Cette revente permet le plus souvent de dégager un plus-value (c'est la différence positive entre le prix d'acquisition d'un actif immobilier ou mobilier et son prix de cession) dans la mesure où l'immobilisation est généralement totalement amortie.

Pour l'évaluation du flux de trésorerie correspondant, on retient une valeur résiduelle nette d'impôt sur les bénéfices.

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

II.4.les Flux de Trésorerie générés par l'Investissement (cash-flow)

Avant de parler de l'évaluation de cash-flow, en doit d'abord expliquer la notion de flux de trésorerie.

II.4.1. la notion de flux de trésorerie (cash-flows)

L'analyse d'un investissement conduit à étudier les flux de trésorerie strictement liés à cet investissement, en ignorant l'activité d'ensemble de l'entreprise. C'est pourquoi, on parle d'analyse marginale des flux monétaires.

$$\text{Cash-flow} = (\text{recettes imputables au projet}) - (\text{dépenses imputables au projet})$$

En principe, les cash-flows sont générés de manière continue, mais pour simplifier les calculs de rentabilité, on admet qu'ils sont obtenus à la fin de chaque exercice.

II.4.2. l'Evaluation des Cash-Flows

La plupart des éléments constitutifs des cash-flows sont évalués prévisionnellement, ce qui les entachent d'une certaine incertitude. Ces éléments sont le chiffre d'affaires, les différents couts d'investissement et les impôts.

Dans la mesure où l'on admet qu'il y a une égalité entre les recettes et chiffre d'affaires d'une part, et entre dépenses et charges décaissables, d'autre part, on en déduit que :

$$\text{Cash-flows} = \text{chiffre d'affaires} - \text{charges décaissables}$$

Or, comme on peut écrire aussi que :

$$\text{Résultat net} = \text{chiffre d'affaires} - (\text{charges décaissables} + \text{dotations})$$

$$\text{Cash-flows} = \text{résultat net} + \text{dotation}$$

III. Typologie de l'Investissement⁸

Il existe différents types d'investissement, qui sont classés comme suit :

⁸ N.Taverdet-Popiolek Groupe Eyrolles, GUIDE DU CHOIX D'INVESTISSEMENT

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

III.1. Classification basée sur la nature

On peut distinguer :

- Les investissements industriels et commerciaux sous la forme d'actif physique,
- Les investissements financiers prenant la forme de titre de participation,
- Les investissements incorporels comme la publicité et les brevets,
- Les investissements sous forme de fonds de roulement.

III.2. Classifications Basée sur les Objectifs

Ces investissements classés par objectif sont regroupés comme suit :

- Les investissements d'expansion dont l'objet est l'accroissement du potentiel de production et de distribution,
- Les investissements et le renouvellement dont l'objet est le maintien du potentiel de l'entreprise,
- Les investissements de prestige dont l'objet est l'image de marque de l'entreprise,
- Les investissements de modernisation dont l'objet est l'amélioration de la productivité,
- Les investissements sociaux dont l'objet est l'intérêt publics de l'entreprise.

III.3. Classification Basée sur leurs Familles

Ce type d'investissement est regroupé selon la destination. On distingue trois grandes familles d'investissements, qui sont les suivantes :

- Les investissements de remplacement (Maintenance de l'équipement en état) ;
- Les investissements d'innovation dans l'objectif est la Création des produits nouveaux,
- Les investissements stratégiques.

Cette classification selon la famille d'investissement fait le constat suivant:

✓ **Décisionnel**

- Investissement volontaire.
- Investissement forcé.

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

✓ Opérationnel

- Investissement de remplacement.
- Investissement de croissance.

✓ Economique

- Investissement de maintenance.
- Investissement de maintien.

Section 2 : Notion du Crédit d'Investissement :

I. Généralité sur le crédit bancaire

Chaque entreprise en tant qu'agent économique couvrant ses besoins de financement doit disposer de ressources financières suffisantes, De ce fait, c'est dans sa relations avec la banque que l'entreprise va donc recourir à toute une gamme de crédits correspondant à la nature du besoin à financer.

I.1. Définition du Crédit

Il existe plusieurs définitions du crédit

« Le crédit est la location d'argent par celui qui en a trop à celui qui en a trop peu »⁹.

« Le crédit rend capable une personne de contrôler temporairement plus de richesses des autres. Le crédit est la métamorphose de capitaux stables en capitaux circulants, en rendant disponibles les fonds qui ne l'étaient pas »¹⁰.

Selon l'ordonnance 03-11 du 26/08/2003 relative à la monnaie et au crédit, l'article 68 définit l'opération de crédit :

« Constitue une opération de crédit, au sens de la présente ordonnance, tout acte à titre onéreux par lequel une personne met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une autre personne ou prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature tel qu'aval, cautionnement ou garantie. Sont assimilées à des opérations de crédit, les opérations de location assorties d'options d'achats, notamment le crédit-bail ».

⁹ Charles GIDE.

¹⁰ Irving Fisher.

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

En effet, un crédit est une mise à disposition d'argent sous forme de prêt, accordé par un créancier à un débiteur. L'opération donne naissance à une créance sur l'emprunteur, en vertu de laquelle, le prêteur pourra obtenir remboursement des fonds et paiement d'une rémunération (intérêt) selon une échéance donnée.

I.2. Le Rôle du Crédit¹¹

Le crédit joue un rôle très important dans l'économie moderne, il permet les échanges, amplifie le développement, encourage la production et enfin crée de la monnaie.

- **Echanges** : c'est sans doute son activité la plus ancienne celle qui fut à l'origine des premières banques. Le recours au crédit permet une anticipation de recettes et donne ainsi à l'avance un pouvoir d'achat ou d'échange aux entreprises, de plus il permet d'assurer la continuité dans le processus de production et de commercialisation aussi bien sur le marché national que sur le marché international.
- **Développement** : les effets d'un prêt pour l'achat d'un bien de production ou de consommation ne se manifestent pas uniquement chez l'agent économique bénéficiaire de l'opération ; ils s'étendent indirectement à d'autres agents. On parle alors de rôle multiplicateur du crédit.
- **Production** : le développement de l'activité de production et sa modernisation dépend en grande partie de l'importance de l'innovation concernant les équipements ou leur renouvellement. Alors le recours au crédit permet donc d'acquérir les outils de production adaptés et accroître la qualité ou la quantité des biens.
- **Création de monnaie** : l'importance du crédit dans l'économie tient à son action sur les échanges, sur la production, sur le développement économique mais surtout à son rôle en tant qu'instrument de création monétaire. En effet, les banques, en octroyant du crédit, créent les flux monétaires.

I.3. Les Caractéristiques du Crédit

Le crédit est caractérisé par :

¹¹ https://www.memoireonline.com/02/09/1985/m_Pratiques-bancaires-de-banques-etrangees-envers-les-PME-Algeriennes-Cas-de-la-Societe-Generale-Alg7.html à 15 :30 le 18/05/2018

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

I.3.1 La confiance¹²

Le droit du crédit est celui de la confiance. Il a pour objet les institutions qui permettent au créancier de faire confiance au débiteur. Parce qu'elles lui donnent l'assurance qu'il sera payé à l'échéance. Cette confiance repose sur une appréciation des besoins. Un besoin légitime, économiquement justifié, est le facteur primordial qui assure le dénouement correct d'une opération.

I.3.2. La durée¹³

C'est un élément essentiel, qu'il s'avère être indispensable de bien considérer avant toute souscription de prêt, dans la mesure où elle influe directement sur le coût final de celui-ci. Ainsi, dans le cadre d'emprunts à échéances modulables, par exemple, il convient, avant de solliciter la diminution de celles-ci, de bien avoir conscience du fait que si cette solution donne l'opportunité de soulager le budget, pendant un temps, cela n'a que pour effet, à terme, d'alourdir encore davantage la dette.

I.3.3. Le risque

Le risque de crédit est défini comme étant : « Le risque résultant de l'incertitude qu'à la possibilité ou la volonté des contreparties ou des clients de remplir leurs obligations. Donc, il existe un risque pour la banque dès lors qu'elle se met en situation d'attendre une entrée de fonds de la part d'un client ou d'une contrepartie de marché »¹⁴.

Les risques pour un banquier sont les suivants :

- Le risque d'insolvabilité du débiteur ;
- Le risque d'immobilisation des fonds avancés ;
- Les risques spécifiques liés à la gestion de la banque (taux, liquidité,..).

¹² <https://www.doc-etudiant.fr/Commerce/Economie/Expose-La-gestion-du-risque-de-credit-108100.html>
14/03/2018. À 22 :30

¹³ <http://www.comparaconso.fr/lexique/duree-du-credit.php> 14/3/2018 à 22 :24

¹⁴ Idem

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

I.3.4. Rémunération et Conditions financières du crédit¹⁵

Les risques encourus par le banquier pourraient justifier la rémunération des crédits ; mais ce ne sont pas les seuls éléments à prendre en considération.

- ✓ En premier lieu, les banques sont amenées à rémunérer les ressources qu'elles obtiennent ;
- ✓ Puis, elles ont à faire face à des frais importants ; personnel, amortissements des immeubles, entretien des installations... ;
- ✓ Elles doivent enfin constituer des réserves et des provisions afin de pallier les défaillances possibles de leurs débiteurs.

Ces différentes considérations expliquent et justifient le prélèvement par les banques de commissions qui rentrent en compte dans le calcul du cout d'un crédit. Cette rémunération de l'argent prêté est relative au montant, durée, taux d'intérêt et au risque du crédit.

En bref, les éléments constituant le cout du crédit sont:¹⁶

- L'intérêt traditionnellement considéré comme le loyer de l'argent et la compensation de la prise de risque ;
- Les commissions et les frais annexes de nature diverse considérés comme la contrepartie de services complémentaires rendus au débiteur.

II. Les Différents Types du Crédit d'Investissement¹⁷

Avant de parler des différents types de ce dernier, en doit d'abord expliquer la notion du crédit d'investissement.

II.1. Définition du Crédit d'Investissement

Un crédit d'investissement est contracté pour financer des fonds de roulement ou des investissements matériels, immatériels ou financiers. Il s'agit d'un crédit à moyen ou long terme qui a une durée fixe et déterminée.

Le crédit est amorti selon un plan de remboursement préalablement convenu.

¹⁵ https://www.persee.fr/doc/ecofi_0987-3368_1990_num_12_1_1692 à 16 :30 le 20/04/2018

¹⁶ K. Hamdi, cours d'évaluation de projet ESB

¹⁷ Idem

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

En outre, il existe une autre forme de crédit permettant à l'entreprise de louer des investissements, ou même de les acquérir par la suite, c'est le crédit-bail ou le « leasing », que nous développerons par la suite. Ainsi, le banquier doit distinguer :

- Le Crédit d'Investissement direct ;
- Les Crédits d'Investissement indirect.

II.2. Les caractéristiques d'un crédit d'investissement

Il existe quatre caractéristiques d'un crédit d'investissement :

- **La confiance** : C'est la base de toute opération d'octroi de crédit, la confiance que le prêteur doit avoir dans la solvabilité et l'honnêteté de l'emprunteur parce qu'il lui donne l'assurance qu'il sera payé à l'échéance. Cette confiance repose sur une appréciation des besoins.
- **La durée** : la durée d'un crédit d'investissement varie selon l'objectif visé. Nous pouvons distinguer :
 - ✓ Un crédit d'une durée comprise entre 2 à 7 ans, qui est un crédit à moyen terme.
 - ✓ Un crédit d'une durée supérieur à 7 ans, que l'on appelle un crédit à long terme.
- **Le risque** : la confiance n'a de sens que dans une situation de risque potentiel. Les risques sont divers ; risque d'immobilisation des fonds avancés, le risque d'insolvabilité et risque de débiteur
- **L'absence de spéculation** : le crédit exclu normalement la spéculation. Le créancier doit uniquement percevoir une rémunération correspondant au loyer de l'argent avancé.

II.3. les Objectifs d'un Crédit d'Investissement¹⁸

Le crédit d'investissement peut servir à financer l'investissement en actifs fixes comme des bâtiments, des machines, de l'équipement, etc. comment il peut aussi financer la reprise ou le rachat des entreprises commerciales. Ce type de crédit sert souvent à reconstituer les fonds de roulement afin de conférer à l'entreprise une structure financière saine.

Il existe plusieurs objectifs qui nous résumez comme suit :

¹⁸ L'article 112 de la loi 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit.

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

1- la production : le développement de l'activité de production et sa modernisation dépendent en grande partie, de l'importance de l'innovation concernant les équipements ou leur renouvellement. Le recours au crédit permet donc aux chefs d'entreprise d'acheter les outils de production adaptée.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que la banque commerciale est une entreprise régie par les règles de la commercialisation, qui achète, transforme et vend. Elle utilise de l'argent comme matière première qu'elle transforme en produits, appelés crédit. Ces produits sont écoulés auprès de sa clientèle à un prix lui permettant de réaliser un gain.

2- le développement : en tant que cellule vitale économique, la banque au même titre que toute entreprise, se doit de réaliser un profit. Au-delà, de la couverture des besoins de fonctionnement quotidien, cette rentabilité des fonds bancaires est une nécessité pour assurer son développement.

Les effets d'un prêt pour l'achat d'un bien de production ne se manifestent pas, uniquement chez l'agent économique bénéficiaire de l'opération, ils s'étendent directement à d'autres agents.

3- la relance du circuit financier : les banques, en octroyant du crédit créent des flux monétaires ; elles utilisent les ressources dont elles disposent sous forme de dépôt pour consentir des crédits à leurs clients sans que cela prive les déposants des possibilités d'utiliser leur dépôt¹⁹.

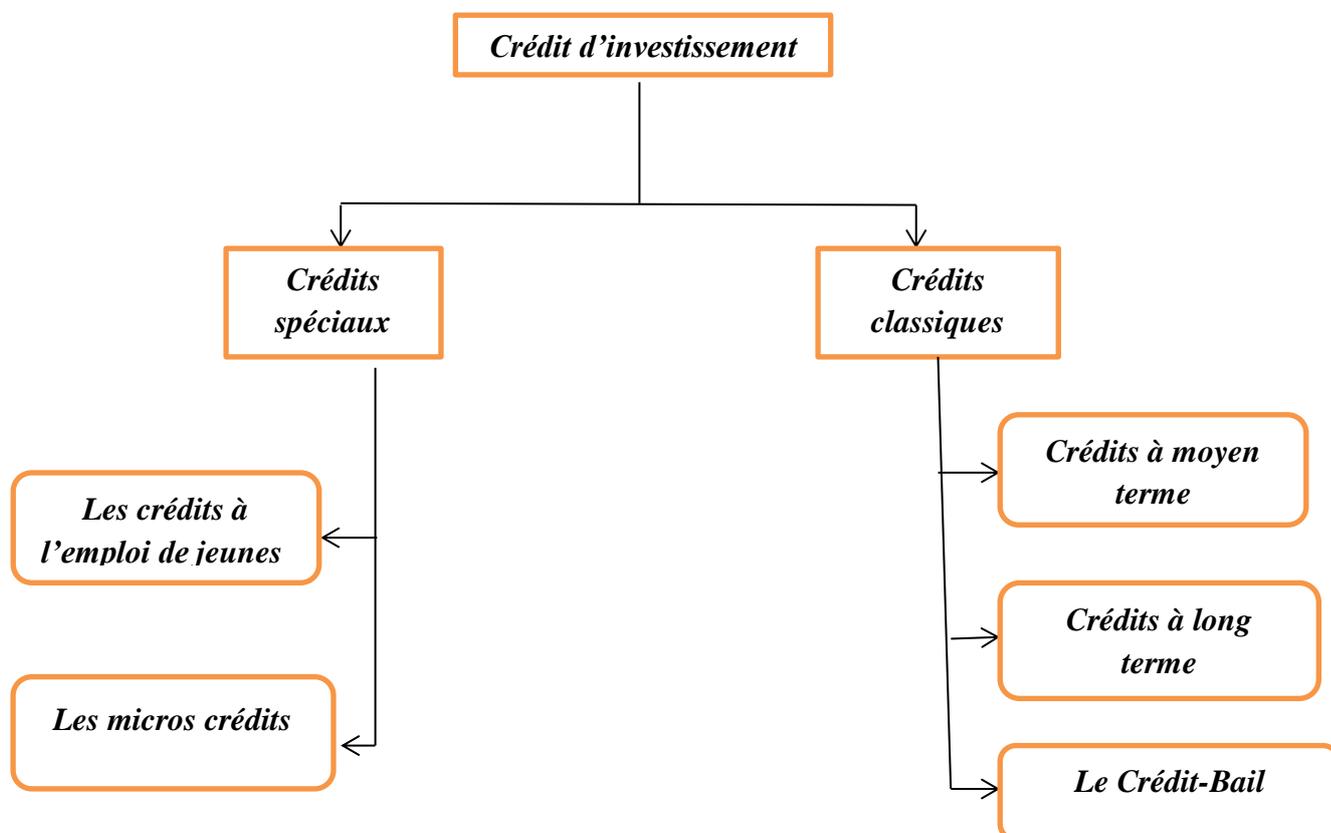
III. Les différents Types du Crédit d'Investissement

D'une manière générale, le financement bancaire d'investissement a été présenté par le schéma suivant :

¹⁹ D'HOIR-LAUPRETRE C : « droit du crédit », édition ellipses, paris, 2000, p83.

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

Figure N°01: Types du Crédit d'Investissement



Source : travail personnel

III.1. Les crédits classiques (directs)

Les crédits d'investissements classiques sont destinés à financer l'actif immobilisé du bilan, ils peuvent être accordés à moyen ou à long terme, ainsi que le crédit-bail.

III.1.1. Les crédits à moyen terme (CMT)

Les crédits à moyen terme sont accordés en Algérie par les banques commerciales aux entreprises afin de financer les investissements. Ils s'amortissent d'une durée allant de deux (02) à sept (07) ans assorties d'un différé de paiement allant de six mois à trois ans. Il est important de savoir que la durée de financement ne doit pas être supérieure à la durée d'amortissement du bien à financer.

Ils permettent de financer différents types de biens relevant de la construction, de l'aménagement de bâtiments professionnels, de matériels ou de véhicules utilitaires.

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

Il est également à signaler qu'un crédit à moyen terme n'est accordé qu'à un pourcentage ne dépassant pas les 70% de l'investissement global.

On peut distinguer trois (03) types de crédit à moyen terme :

III.1.1.1. Le crédit à moyen terme réescomptable :²⁰

Conformément, à la loi 03-11 du 26 aout 2003 relative à la monnaie et au crédit²¹, le CMT sont réescomptables auprès de la banque d'Algérie.

Cette forme de CMT est la plus utilisée par les banques algériennes en raison de la souplesse qu'elle offre à leur trésorerie. Elle permet de récupérer la trésorerie engagée lors de la réalisation du crédit par le réescompte d'un billet à ordre souscrit par l'investisseur.

III.1.1.2. Le crédit à moyen terme mobilisable²² :

Dans ce crédit la banque pourrait mobiliser sa créance sur le marché monétaire.

En Algérie cette possibilité n'existe pas, en raison de l'absence de marché financier.

III.1.1.3. Le crédit à moyen terme non mobilisable²³ :

Ce CMT n'est pas refinançable auprès de la Banque d'Algérie. En effet, les billets à ordre souscrits par le client ne sont qu'une reconnaissance de dette envers la banque et ne peuvent pas faire l'objet d'un refinancement. Ce type de crédit va engendrer une gêne dans la trésorerie de la banque. C'est pourquoi, sa rémunération est plus coûteuse.

III.1.2. Les crédits à long terme (CLT)²⁴

Les crédits à long terme sont des crédits dont la durée est supérieure à sept (07) ans assorties d'un différé d'amortissement de 02 à 04 ans. Ils sont destinés à financer les investissements lourds des entreprises, particulièrement les constructions.

Les crédits à long terme nécessitent eux aussi des garanties comme l'hypothèque des immobilisations ou le nantissement des équipements.

²⁰ La loi 03-11 du 26 aout 2003 relative à la monnaie et au crédit

²¹ www.droit-algerie.com 14/04/2018 à 13 :06

²² <http://www.entreprise-move.com/credit-a-moyen-terme-mobilisable/> 19/04/2018 à 11 :30

²³ Idem

²⁴ Document interne de la banque (BNA)

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

Il est à noter que ces concours sont accordés en général par la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance (CNEP).

Vu l'importance des montants de ces crédits, ainsi que leur durée nécessitant pour la banque la détention des ressources à long terme, ces concours sont le plus souvent accordés par des organismes financiers spécialisés, cités ci-dessus.

III.1.3. Le Crédit-Bail (leasing)

Le crédit-bail (leasing) est un des modes de financement récemment introduit en Algérie. Le cadre juridique régissant cette activité n'a été mis en place qu'en 1996 par l'Ordonnance 96/09 du 10 janvier 1996.

III.1.3.1. Définition du Crédit-Bail (leasing)

Afin de mieux appréhender la notion de crédit-bail nous avons retenu la définition suivante : « Sous l'angle économique, le crédit-bail est une opération financière qui permet à une entreprise d'améliorer sa productivité par l'acquisition de nouveaux moyens de production (biens d'équipement, matériel-outillage, fonds de commerce, immeuble...), sans épuiser sa trésorerie ni accroître son degré d'endettement »²⁵.

De cette définition on retient que par une opération de crédit-bail une banque ou un établissement financier spécialisé achète un bien meuble ou immeuble et le loue à un crédit preneur qui aura la possibilité de racheter le bien à un terme fixé par le contrat pour une valeur résiduelle très faible.

La durée irrévocable est déterminée sur la base de la durée économique du bien (de l'équipement) afin de se prémunir du risque d'obsolescence. Il s'agit d'un contrat de location assorti d'une option d'achat.

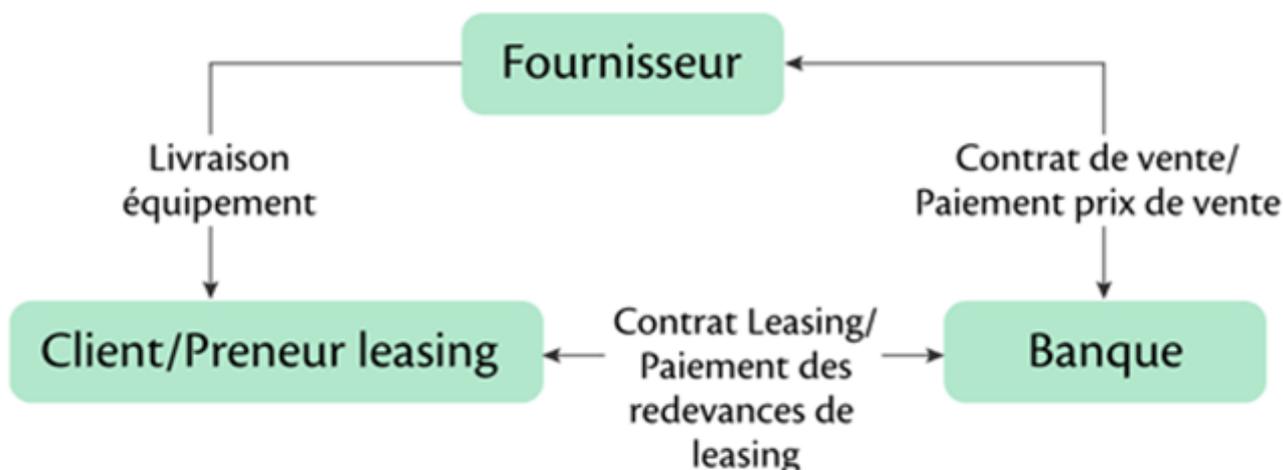
Pour l'entreprise, c'est un moyen de financement des investissements. Elle choisit un bien que la société de leasing (ou la banque) lui loue. Au terme du contrat c'est-à-dire de la durée irrévocable, elle peut soit acquérir le bien, renouveler la location, ou restituer le bien.

Le crédit-bail « leasing » peut être schématisé comme suit :

²⁵ D'HOIR-LAUPRETRE C : « droit du crédit », édition ellipses, paris, 2000, p80.

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

Figure N°02 : présentation de l'opération de leasing.



Source cours droit bancaire ESB 2016

III.1.3.2. Les Formes du Crédit-Bail :²⁶

Il existe deux formes de leasing selon que le bien à financer est mobilier ou immobilier. Nous pouvons, donc, distinguer entre le crédit-bail mobilier et le crédit-bail immobilier.

- **Le crédit-bail mobilier** : qui porte sur des biens d'équipement sans s'appliquer aux fonds de commerce et aux logiciels informatiques. Ils ont une durée qui varie de trois à cinq ans selon la durée de vie économique du bien financé.
- **Le crédit-bail immobilier** : « Le crédit-bail immobilier consiste en une opération de location d'un bien immobilier à usage professionnel, acheté ou construit par une société de crédit-bail immobilier, qui en demeure propriétaire »²⁷.

III.1.3.3. Les Avantages du Crédit-Bail :

Les avantages du crédit-bail sont comme suit :

Pour l'établissement de crédit :

- Demeurer propriétaire du bien loué jusqu'à la réalisation d'une vente éventuelle ;
- Percevoir une rémunération incluse dans l'annuité payée par le locataire à titre de loyer.

²⁶ Algérie Crédit-bail Ordonnance n°96-09 du 10 janvier 1996

²⁷ BOUYAKOUB F : « l'entreprise et le financement bancaire », édition casbah, Alger, 2000, p101.

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

Pour le locataire :

- Avantage fiscal : les loyers payés sont considérés comme des charges et viennent ainsi en diminution du résultat et automatiquement de l'impôt sur le bénéfice.
- Renouvellement de l'équipement de production sans autofinancement;
- Jouir de la garantie d'utilisation du bien au moins pour la durée d'irrévocabilité.
- Acquérir à la fin de la période le bien loué à un prix équivalent à la valeur résiduelle assez faible compte tenu des loyers perçus.

III.1.3.4. Les Inconvénients du Crédit-Bail :

Les inconvénients du crédit-bail sont comme suit :

Pour le banquier :

- Dans le cas où le locataire serait défaillant, la revente du bien loué ne lui assurera pas forcément une couverture totale de la perte subie ;
- Les biens loués peuvent être difficiles à récupérer, surtout s'ils ont été détériorés ;
- Risque d'obsolescence. Ce cas est surtout fréquent dans le cas de biens informatiques.

Pour l'entreprise :

- Le coût du crédit-bail est souvent très élevé ;
- Ce type de financement est réservé aux biens standard ;
- Les biens financés ne peuvent pas être donnés en garantie.

III.2. Les crédits spéciaux

Il s'agit de crédits qui sont accordés dans le cadre d'une collaboration de contribution à la lutte contre le chômage entre les pouvoirs publics et les banques algériennes afin d'encourager l'investissement destiné à la création des petites entreprises.

III.2.1. Les crédits relevant du cadre A.N.S.E.J²⁸ :

Ce sont des crédits accordés aux jeunes chômeurs âgés entre 19 et 35 ans pour le financement de la création de micro entreprises, il s'agit d'un prêt participatif non rémunéré

²⁸ <https://www.ansej.org.dz/> 17/04/2018 à 14:06

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

(taux zéro) versé par l'ANSEJ aux jeunes en question qui vient en complément de la part de leur autofinancement.

Le montant change en fonction du coût du projet 28% à 29%. Le remboursement auprès de l'ANSEJ s'effectue après le règlement de la dernière tranche du crédit bancaire.

L'apport personnel du jeune promoteur est sous forme de fond propre et obligatoire, en numéraire ou en nature et entre 1% à 2% du montant total du projet. L'apport de la banque va jusqu'à 70% au maximum et avec un taux d'intérêt bonifié.

Selon la circulaire BNA N°1986 du 05/05/2011 relative au dispositif ANSEJ, la durée de remboursement est de cinq (05) avec un différé de paiement de trois (03) ans.

III.2.2. Les crédits aux chômeurs promoteurs dispositifs CNAC²⁹:

Il s'agit de crédits qui sont accordés aux chômeurs promoteurs âgées de 35 à 50 ans. Les mesures entreprises par les pouvoirs publics dans les modifications des décrets exécutifs n°11-103 du 06 mars 2011, fixant les conditions et le niveau d'aide apportées aux jeunes promoteurs et n°11-104 du 06 mars 2011, fixant les conditions et les niveaux des aides accordées aux chômeurs promoteurs, sont plus axées sur le taux de bonification, et de la durée de remboursement du crédit ainsi que la structure de financement.

➤ **Taux de bonification**

- 80% : Ce taux est appliqué aux secteurs de la pêche, l'agriculture, bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique ainsi que l'industrie de transformation.
- 60 % : Ce taux est appliqué à tous les autres secteurs d'activités.
- Dans le cas où l'investissement des promoteurs est réalisé dans les wilayas des hauts plateaux et du sud, les bonifications sont accordées respectivement à 95% et à 80% du taux d'intérêt appliqué par la banque.

➤ **Durée de remboursement**

La durée de remboursement des crédits est de huit (08) ans dont trois (03) ans de différé

➤ **Structure de financement**

On peut résumer la structure de financement de CNAC dans le tableau suivant :

²⁹ <http://www.mf.gov.dz/article/300/Grands-Dossiers/255/DISPOSITIF-CNAC.html> 17/04/2018 à 14 :20

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

Tableau n°01 : La structure de financement du CNAC

Champs d'application	Apport personnel %	PNR %	Crédit Bancaire%
Montant de l'investissement ≤ à 5 MDA	1	29	70
5 MDA ≤ Montant de l'investissement ≤ 10 MDA	2	28	70

Source : Site Web DISPOSITIF-CNAC

III.2.3. Le Microcrédit ANGEM³⁰ :

Le micro crédit est accordé au citoyens n'ayant pas de revenu ou dont le revenu est insuffisant instable et irrégulier. Ce crédit vise à promouvoir l'intégration économique et sociale des citoyens de cette catégorie en optant pour la création d'activités de productions de biens et services ainsi que d'activités commerciales.

- **Coût global du projet** : Le montant des investissements est monté de 400 000 à 1000 000 DA.³¹
- **Taux de bonification** :
 - 80 % du taux d'intérêt appliqué par la banque au titre des activités réalisées
 - 95% du taux d'intérêt débiteur appliqué par la banque aux activités situées dans le sud et les wilayas des hauts plateaux.
- **Durée du crédit bancaire** : La durée de remboursement du crédit est de huit (08) ans dont trois (03) ans de différé.
- **Structure de financement**³² : Le montant global des investissements ne doit pas excéder un million de dinars (1 000 000 DA)

³⁰ <https://www.angem.dz/> 15/04/2018 à 15:30

³¹ Idem

³² Ibem

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

Tableau n°02 : La structure de financement ANGEM

Champ d'application	Apport personnel	PNR	Crédit bancaire
Acquisition de petits matériels et matières premières de démarrage de l'activité	1%	29%	70%

Source : Site Web ANGEM

Section 3 : Les Risques de Crédit et les Moyens de Prévention

La relation entre banquier et entreprise est essentiellement une relation de confiance. En effet, beaucoup de banquiers accordent des crédits en s'appuyant sur des critères économiques et financières et ont donc besoin d'informations fiables, régulières et récentes et de données financières mises à jour, cette transparence est une base essentielle pour la gestion du risque de crédit en jeux de la relation « il est évident que plus l'échéance du crédit est lointaine plus ses possibilités d'événements imprévisibles augmentent et plus les garanties exigées sont importantes. »³³

I. Les risques liés au crédit

Avant de parler aux différents risques liés au crédit nous avons besoin de définir le risque d'un crédit.

I.1. Définition d'un risque

Le risque de crédit est : « le risque particulier naissant d'une opération de prêt. Il correspond à la probabilité qu'un évènement négatif affecte le service de la dette convenu avec le débiteur »³⁴.

Ainsi il y'a une autre définition de risque crédit : « dès qu'un agent économique consent un crédit à une contrepartie, une relation risquée s'instaure entre le créancier et son débiteur. Ce dernière peut en effet, de bonne ou de mauvaise foi, ne pas payer sa dette à l'échéance convenue. L'aléa qui pèse sur le respect d'un engagement de régler une dette constitue le risque de crédit »³⁵. Ils ont également expliqué la notion de risque de crédit comme

³³ F. Bouyacoub, «L'entreprise et le financement bancaire », Casbah, Alger, 2000, p224

³⁴ C. Kharoubi et Philippe Thomas, "ANALYSE DU RISQUE DE CRÉDIT Banque & Marchés"; RB édition, France, Mai 2003. p.17

³⁵ ibid

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

étant : « un évènement qui peut affecter négativement les flux que doit verser un emprunteur au titre d'un contrat de crédit. En pratique, c'est le risque de non-remboursement de ses dettes par un emprunteur défaillant. Il s'assimile au degré d'incertitude qui pèse sur l'aptitude d'un emprunteur à effectuer le service prévu de la dette, c'est-à-dire à l'incertitude des pertes pouvant être générées par un crédit à un créancier financier. Globalement, on considère un risque de contrepartie comme le risque de dégradation de la situation d'un emprunteur »³⁶

Donc, nous allons distinguer les risques pour la banque dès lors qu'elle se met en situation d'atteindre une entité de fonds de la part d'un client ou d'une contrepartie du marché.

I.2. Les typologies de risque de crédit

L'octroi de crédit est considéré pour une banque comme une anticipation de revenu futurs, mais pas seulement, tout crédit comporte le risque de la non réalisation des revenus attendus, du non remboursement ou du remboursement partiel de la dette.

Le risque de crédit représente pour la profession bancaire une dimension des plus considérables. Il se matérialise par une défaillance de l'emprunteur, ou la contrepartie ne parvient pas à honorer ses engagements, c'est le risque du non remboursement ; ou simplement un retard enregistré des remboursements des créances, c'est le risque d'immobilisation.

I.2.1. Le risque d'immobilisation³⁷

Même si le banquier est remboursé à bonne date, et à plus forte raison s'il doit accepter un report d'échéance, il court le risque d'immobiliser son actif, se mettant ainsi dans l'impossibilité de rembourser ses propres créanciers au moment ou ils le désirent (dépôt à vue) ou à l'échéance du terme (dépôt à terme). Le risque d'immobilisation consiste pour le banquier de se trouver dans l'obligation de faire face aux relations de dépôt utilisés pour consentir des crédits³⁸.

³⁶ Cécile Kharoubi et Philippe Thomas, op.cit.

³⁷ G.Ausset et J. Margerin « investissement et financement », sedifor, paris 2013, p 86.

³⁸ Ibid

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

I.2.2. le risque de non remboursement³⁹

En consentant un crédit, le banquier prend le risque de voir sa confiance trahie sur le principe même du remboursement qu'il s'agisse de fonds prêtés directement au bénéficiaire du crédit ou de capitaux versés en ses lieux et placés en application d'un engagement de payer. Le risque de non remboursement est le plus grave dans la quasi-totalité des cas ; le banquier prête des fonds qui ne lui appartiennent pas. Donc, il est lui-même débiteur à l'égard des déposants. Le risque de non remboursement résulte de l'insolvabilité du client qui peut avoir plusieurs causes :

- Le risque tient au débiteur lui-même,
- Le risque est lié au secteur d'activité du bénéficiaire,
- Le risque découle d'une crise générale.
- **Le risque tient au débiteur lui-même :** Il est en fonction de la situation financière, industrielle ou commerciale de l'entreprise, de la compétence technique ou de la moralité de ses dirigeants. Il résulte d'une mauvaise appréciation par le chef de l'entreprise de ses risques industriels, commerciaux ou financiers.
- **Le risque lié au secteur d'activité du bénéficiaire :** Le risque par exemple de l'évolution des cours des matières premières, de la concurrence internationale ou de grèves.
- **Le risque découle d'une crise générale :** Affectant l'économie d'un ou plusieurs pays selon le cas, le banquier devra prélever sur ses profits les provisions nécessaires pour couvrir son risque.

Echaudées par la crise, les banques sont devenues méfiantes. Elles multiplient donc les informations sur leurs clients. Ce qui intéresse les banques, c'est la capacité de l'entreprise à s'adapter à l'évolution rapide des situations. D'année en année, l'examen de passage s'est donc durci. Mais pour les heureux élus, les banques savent faire preuve de souplesse. »Les conditions d'octroi des financements ne dépendent pas de chiffres d'affaires », affirme J-H LE DREAU. C'est plus la qualité de l'entreprise et le talent de négociateur du dirigeant qui font la différence ».

³⁹ G.Ausset et J. Margerin « investissement et financement », sedifor, paris, p 86.

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

I.2.3. Le risque du marché :⁴⁰

Les activités des banques sur le marché sont soumises aux fluctuations de ses indicateurs, notamment le taux d'intérêt et le taux de change :

✓ Le risque du taux d'intérêt :

Le risque du taux est le résultat d'une évolution divergente du rendement des emplois de la banque (crédits) et du coût de ses ressources (refinancement). Il conduit à la vulnérabilité de la situation financière d'une banque.

Afin de minimiser ce risque, la banque doit opter pour un taux d'intérêt variable sur le crédit.

✓ Le risque du taux de change :

Ce risque apparaît lors de l'octroi d'un prêt en devises. Il provient de l'évolution du cours de devise dans laquelle le prêt est libellé par rapport à celui de la monnaie nationale. Une augmentation du cours de change se traduit par une perte tandis qu'une baisse de cours correspond à un gain de change.

Afin de se protéger contre ce risque, le banquier peut faire signer à son client un engagement de prise en charge du risque de change.

II. Moyens de Prévention des Risques de Crédit

Pour se prémunir contre les différents risques de crédit, qui peuvent mettre en danger sa liquidité et son existence, la banque dispose de plusieurs moyens de limitation :

II.1. L'application des règles prudentielles :⁴¹

La Banque d'Algérie a instauré des règles prudentielles de gestion des banques et établissements financiers. Ces règles prudentielles consistent en un ensemble de normes obligatoires ayant pour objectif de renforcer la structure financière des établissements de crédit, d'améliorer la sécurité des déposants, et de surveiller l'évolution des risques des banques.

⁴⁰ Cours Pr. ILMANE Mohamed-Chérif, Supervision et contrôle Bancaires 2016-2017

⁴¹ Idem

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

- **Ratio de couverture des risques et de solvabilité** (ratio McDonough) : L'objectif fondamental de ce ratio est de cerner au mieux les risques qu'encourt la banque et d'aligner un niveau adéquat de fonds propres pour leur faire face, ce ratio est un rapport entre les fonds propres de la banque et l'ensemble des risques pondérés plus le risques de marché et le risques opérationnels :

$$\left(\text{RatioMcDonough} = \frac{\text{Fonds Pr opres}}{\text{Risques, pondérés} + \text{risques, marchés} + \text{risquesopérati onnels}} \geq 8\% \right)^{42}$$

- **Ratios de division des risques** : Il a pour objectif de contrôler le risque des ratios afin d'éviter la faillite aux banques et établissements financiers au cas où les clients tomberaient en banqueroute.

II.2. Les Garanties

La réussite de l'opération d'octroi de crédit doit être couverte par des garanties, la banque doit toujours imaginer tous les moyens capables de lui assurer une meilleure sécurité, pour cette raison le banquier consiste à demander des garanties à son client qui constitue aussi un moyen pour le banquier de se prémunir contre les différents risques.

Ces garanties « ne sont pas une assurance absolue contre le risque de non-paiement d'un débiteur. De très bonnes garanties ne peuvent en aucun cas justifier la mise en place d'un prêt. Tout crédit doit avant tout être accepté, car le client a les capacités de le rembourser dans les conditions prévues »⁴³.

On distingue trois types de garanties :

II.2.1. Les Garanties personnelles

Les garantie personnelles Se définit comme l'engagement pris par une personne physique ou morale (que nous appelons la caution) de satisfaire une obligation si le débiteur n'y satisfait pas lui-même, elle se matérialise sous forme de cautionnement ou l'aval.

- **Le cautionnement** : L'article 644 du code civil exprime « Le cautionnement est un contrat par lequel une personne garantit l'exécution d'une obligation, en s'engageant

⁴² Cours Pr. ILMANE Mohamed-Chérif, Supervision et contrôle Bancaires 2016-2017

⁴³ ERIC Taconne. Techniques bancaires : Le marché des particuliers'.4e édition CASTEILLA, Paris, 2006. Page 109

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

envers le créancier à satisfaire à cette obligation si le débiteur n'y satisfait pas lui-même ».

- **L'aval :** L'article 407 du code de commerce stipule : ... L'aval est l'engagement d'une personne de payer tout ou une partie d'un montant d'une créance, généralement, un effet de commerce . Il est exprimé, par la mention « bon pour aval » au recto de l'effet suivie de la signature de l'avaliste. Il peut être très donné sur un acte séparé, l'aval est un cautionnement solidaire.
- **Caution solidaire :** Un contrat permettant au créancier (banque) de choisir la personne à poursuivre en priorité, le débiteur principal ou la caution, en cas de non-paiement.

II.2.2. Les garanties réelles⁴⁴

La garantie réelle consiste en l'affectation d'un bien meuble ou immeuble en garantie d'une dette. Ce bien peut appartenir au débiteur lui-même ou être engagé par un tiers. Elle consiste d'un élément déterminé pris en garantie au profit de la banque jusqu'au remboursement du créancier. Elle peut prendre trois formes :

- **L'hypothèque :** « Le contrat d'hypothèque est le contrat par lequel le créancier acquiert sur un immeuble affecté au paiement de sa créance, un droit réel qui lui permet de se faire rembourser par préférence aux créanciers inférieurs en rang, sur le prix de cet immeuble en quelque main qu'il passe »⁴⁵.
- **Le nantissement :** « Le nantissement est un contrat par lequel une personne s'oblige, pour la garantie de sa dette ou de celle d'un tiers, à remettre au créancier ou à une autre personne choisie par les parties, un objet sur lequel elle constitue au profit du créancier un droit réel en vertu duquel celui-ci peut retenir l'objet jusqu'au paiement de sa créance et peut se faire payer sur le prix de cet objet en quelque main qu'il passe par préférence aux créanciers chirographaires et aux créanciers inférieurs en rang »⁴⁶.

Les biens pouvant faire l'objet d'un nantissement sont : Les marchandises ; les fonds de commerce, les valeurs mobilières, les matériels et outillage.

⁴⁴ Algérie Centrale des risques entreprises et ménages Règlement de la Banque d'Algérie n°12-01 du 20 février 2012

⁴⁵ Article 882 du Code Civil Algérien.

⁴⁶ Article 948 du Code Civil Algérien.

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

- **Le gage⁴⁷** : C'est lorsque le bien meuble affecté en garantie est matériel roulant. Le gage de véhicule est une opération régit par le code civil. C'est une procédure qui s'effectue par une publicité du contrat de gage auprès de la wilaya, pour s'opposer à tout changement éventuel de carte grise et à délivrer un reçu d'inscription du gage.

II.2.3. Les garanties complémentaires :

Mis à part des sûretés citées ci-dessus, la banque peut exiger comme garantie complémentaire des délégations d'assurances dont la mise en jeu est relative à la réalisation du risque ou à la survenance d'un sinistre éventuel assuré. Il s'agit donc :

- Assurance de vie,
- Assurance tous risques,
- Assurance multirisques,
- Assurance incendie.

Le contrat d'assurance doit être accompagné d'un avenant de subrogation au profit de la banque.

⁴⁷Algérie Centrale des risques entreprises et ménages Règlement de la Banque d'Algérie n°12-01 du 20 février 2012

Chapitre 1 : Notions de base sur l'Investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit

Conclusion :

Après avoir abordé les différentes définitions de l'investissement, les différents types de crédit d'investissement et son risque et leurs moyens de préventions contre les risques encourus lors de l'octroi de crédit, le banquier recueille des garanties, l'importance de ces garanties sera en fonction de la durée de crédit, plus l'échéance est longue plus la garantie exigée est importante.

Nous avons besoin de connaître les différents outils utilisés pour évaluer et étudier le crédit d'investissement.

Donc, dans notre deuxième chapitre nous identifions les documents nécessaires pour l'étude d'un dossier, les critères d'octroi de crédit et l'analyse financière.

Chapitre 2 :

Conditions d'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

Introduction

Dans sa phase d'investissement, l'entreprise est souvent confronté à des difficultés financières, des creux passagers de trésorerie provoqué par un déséquilibre entre les entrées et sorties de fonds au moment des achats des matières premières, distribution des salaires ou encore le paiement des impôts, etc.

C'est à ce moment-là, que l'entreprise sollicite sa banque pour l'aider à combler ce creux momentané. Et pour que l'opération soit réalisée dans de bonnes conditions, le banquier doit respecter la procédure de montage et l'étude du dossier de crédit d'investissement.

Dans notre deuxième chapitre nous devons de donner les documents nécessaires pour l'étude d'un dossier de crédit d'investissement, les critères d'octroi de crédit bancaire et enfin des généralités sur l'analyse financière.

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

Section 1 : Les documents nécessaires pour l'étude d'un dossier¹

I. Documents administratifs

Les documents et informations exigés pour l'étude d'un dossier ont comme objectif la :

- Demande de crédit signée par le client incluant la nature du concours sollicité, son montant, sa durée, ses objectifs et les modalités de son remboursement;
- CV des dirigeants + copies des pièces d'identité ;
- Une copie conforme des statuts juridiques de la société;
- Attestations fiscales et parafiscales dûment apurées de moins de trois mois pour les projets d'extension ;
- Une copie conforme du registre de commerce ;
- Bail de location du local devant abriter l'activité en vue d'une éventuelle prise de garantie.

Les documents et annexes qui doivent répondre à ces critères sont les suivants :

- Description générale introductive du projet d'investissement,
- Présentation de l'investisseur,
- L'étude de marché relative aux produits prévus par le projet,
- Présentation du Cout de projet
- Aspect financier du projet,
- Analyse de la rentabilité financière de l'investissement.

II. Documents technico-économique

Cette dernière est élaborée par des bureaux d'études ou de comptabilité spécialisés. Elle permet d'apprécier la viabilité du projet sur tous les plans. Elle reprend l'ensemble des éléments se rapportant au projet d'investissement,

II.1. Description générale introductive d'un projet d'investissement

C'est une étape préliminaire mais qui revêt une importance considérable dans la poursuite des études. Le banquier s'intéressera dans cette phase au type de l'investissement projeté

¹ Mémoire magister en sciences économiques « les circuits de financement des PME en algérie » université d'Oran présenté par Melle B. Djamila 2007 p 152

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

(création, renouvellement ou extension) et au secteur d'activité auquel il appartient, ainsi il s'intéressera aux impacts économiques du projet (notamment la création d'emplois, la substitution aux importations...), on peut le représenter comme suit :

- **Localisation du projet**

Le projet doit avoir une implantation adéquate dotée des infrastructures pour le bon déroulement de l'activité, qui peuvent présenter comme suit :

- Wilaya,
- Daïra,
- Commune,
- Zone à promouvoir ou non,

- **Description des produits**

Pour pouvoir définir le produit envisagé, le banquier doit s'informer sur :

- Leur demande d'utilisation,
- Les matières premières utilisées.

- **Objectif visés:**

Le banquier doit s'intéresser à l'objet du crédit et les raisons qui ont motivé le choix de l'investisseur ainsi qu'aux objectifs visés (local, national, international).

- **Coût de l'investissement**

Pour pouvoir connaître le coût de l'investissement envisagé, le banquier doit s'informer sur :

- Montant en devises,
- Montant en dinars,
- Total.

- **Structure de financement du coût de projet**

L'investisseur doit montrer tous les structures qui font l'objectif de financement du coût, que ce soit :

- Autofinancement,
- Autres sources de financement (financement externe).

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

- **Etat de la préparation à la réalisation**

Pour pouvoir connaître l'état de la préparation à la réalisation de l'investissement envisagé, le banquier doit s'informer sur :

- Situation du terrain, disponibilités des utilités (énergie, eau, infrastructures de base),
- Consultations réalisées, date de lancement des travaux, délai de réalisation du projet, date de démarrage.

- **Impact d'investissement visé :**

L'investisseur doit montrer l'impact de l'investissement réalisé, ce dernier peut être comme suit :

- La réalisation de l'intégration économique nationale,
- La substitution aux importations,
- Le développement des exportations de l'entreprise,
- La promotion de la sous-traitance et de la maintenance nationale,
- L'amélioration de la qualité des produits,
- La modification de la production de manière à mieux s'adapter à la demande de marché,
- Autres avantages de l'investissement.

II.2.présentation de l'investisseur

C'est un indicateur parmi plusieurs autres indicateurs permettant au banquier une prise de décision de l'octroi de crédit. Les données peuvent être résumer comme suit :

- **L'investisseur**

La présentation de l'investisseur doit inclut tous les informations suivants :

- Forme juridique, capitale et sa répartition,
- Patrimoine,
- Secteur d'activité, données sur le produit et le marché,
- Effectifs et dirigeants de l'entreprise,
- Situation des encours et le financement sollicité,

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

- Moyens de l'entreprise (humains et matériels).

- **Situation financière**

Elle est présentée par l'analyse rétrospective des trois derniers bilans de l'entreprise, avec les ratios suivants :

- Structure financière
 - L'évolution de la situation nette comptable,
 - Structure et évolution des ressources permanentes,
 - Evolution du fonds de roulement.
- Situation du passif et de l'actif circulant
 - Structure et évolution des besoins d'exploitation,
 - Structure et évolution des dettes d'exploitation,
 - Le besoin en fonds de roulement, évolution et couverture,
 - Evolution de la trésorerie,
 - En particulière, analyse des postes relativement lourds du bilan.
- **Activité**

La présentation de l'activité doit inclure les informations suivantes :

- Evolution de la production,
- Evolution de la valeur ajoutée et sa répartition sur les postes de dépense.

- **Rentabilité**

La présentation de la rentabilité de l'investisseur se fait par :

- Rentabilité financière,
- Capacité d'autofinancement.
- Appréciations générales sur l'entreprise.
- Commentaire succinct sur les ratios afférents à l'exploitation en particulier :
 - Fonds de roulement/chiffre d'affaires (CA),
 - Autonomie financière : fonds propres/dette totales,
 - Capacité d'endettement à terme : fonds propres/DLMT,
 - Trésorerie générale (disponibilité+créance à CT+stocks)/dettes à CT,
 - Stocks/CA,
 - Créance clients/ CA,

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

- Endettement bancaire/CA.

II.3. Etude de marché relative aux produits prévus par le projet

Dans l'étude du marché le banquier procède à la confrontation de l'offre et de la Demande. Dans son étude le banquier est amené de prendre en considération l'offre générale sur le marché du bien ou de service, le besoin réel exprimé par les différents agents et donc déterminer l'écart entre l'offre et la demande sans négliger la partie précédemment purgée soit par les importations soit par des concurrents locaux.

- **Analyse de la demande**

Le but de l'entreprise est de produire ce qui pourra être vendu, et non vendre ce qu'elle a produit. Le banquier de sa part, doit vérifier l'efficacité de ce produit à partir :

- Demande actuelle quantifiée et valorisée,
- Projection de la demande en quantité et en valeur sur une dizaine d'années en explicitant les hypothèses et les paramètres considérés (approche sectorielle, macro-économique).

- **Analyse de l'offre présente et future**

Il s'agit de :

- collecter les informations disponibles sur l'évolution de l'offre durant la période passée (capacités nationales installées, production nationale, importations, exportations),
- Projection de l'offre en quantité et en valeur, explication des hypothèses et paramètres considérés, élaboration des écarts entre offre et demande et commentaire.

II.4. Description technique du projet

La description technique du projet se manifeste comme suit :

- **Sélection du programme de production**

L'investisseur doit :

- Décrire le programme de production et donner les raisons de ce choix

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

- Donner pour les principaux produits de production : les caractéristiques quantitatives, les quantités produites annuellement, le calendrier de production (mise en route, montée en cadence, production à pleine capacité).

- **Capacité du projet**

Elles incluent les points suivants :

- Capacité théorique,
- Capacité réelle, décrire les données qui déterminent la capacité réelle,
- Organisation de la production, nombre d'équipes et de postes de travail.

- **Conception du projet**

L'investisseur doit montrer tous les points suivant :

- Description du procédé technologique choisis,
 - Raisons du choix de ce procédé ont-ils été choisis ?
 - Décrire le savoir-faire et la technologie nécessaire et les moyens de leurs mobilisations,
 - Préciser les paramètres pris en considération pour la localisation et l'implantation du projet,
 - Terrains
 - Infrastructures environnantes (énergie, eau, transport, main d'œuvre),
 - Protection de l'environnement ; décrire la nature des rejets et des mesures envisagées pour éviter la pollution de l'environnement,
 - Tableau des inputs (matières premières et les consommables), requis en indiquant par input le code douanier, les sources d'approvisionnements, les caractéristiques et les taux d'intégration nationales dans le cas où les inputs(en totalité ou en partie) sont obtenus localement après transformation de matières de base importées en volume et en valeur,
 - Tableau des équipements importés (en quantité et en valeur, fournisseurs et spécifications techniques).
- **Besoins d'exploitation du projet**
 - Indiquer les consommations de matières et fournitures durant les cinq premières années d'exploitation en quantité, en valeur par matière en distinguant les matières et fournitures importées de celles d'origine nationale,

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

- Tableau des besoins en main d'œuvre.
- **Modalités et planning de réalisation prévus**
 - Description de mode choisis pour réaliser le projet : pour les équipements importés, préciser le nombre de fournisseurs, leurs responsabilités dans le montage et la mise en route ainsi que les garanties obtenues en matière de cadence et qualité du produit.
 - Indication de planning de réalisation prévu : date d'ouverture du chantier, date de signature des contrats d'équipements et de livraison, date de début et de fin de montage, date de début des essais et date d'entrée en production.

II.5.Coût du projet

Cette analyse est faite par le banquier afin de vérifier la crédibilité de tous les coûts se référant au projet.

- **Le cout total de l'investissement**

Il devra être décomposé par rubrique (étude engineering, équipement, terrain, génie civile et bâtiment, taxes et droit de douane, montage et mise en route, transport et autres...)

- **Détails des fournisseurs et prestation en devises**

- Fournir les factures pro format des équipements importés,
- Détailler les prestation en devises (cout des prestation, cout unitaire, nombre de prestataires « hommes/jours »).

Les éléments servant de base à la détermination du cout de l'investissement doivent être indiqués tels que les soumissions, consultations, prix en vigueur du marché.

II.6.aspect financier du projet

L'investisseur examinera les aspects financiers de la gestion de projet tant sur base du suivi interne d'un projet qu'à partir du compte rendu qui contient les points suivants.

- **Sources de financement (souhaitées ou obtenues)**

Nous pouvons résumer en :

- Fonds propres : autofinancement,
- Autres apports,

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

- Crédit interne,
- Crédit externe en précisant les conditions de ce crédit.
- **Calcul du fonds de roulement de démarrage nécessaire et du besoin en fonds de roulement**

A travers :

- Stock de matières et fournitures,
- Créances,
- Crédits fournisseurs
- **Prévision de mobilisation des crédits**

Demandés dans le temps par rubrique d'investissement, par source de financement et par année

II.7. Analyse de la rentabilité financière de l'investissement

Le banquier doit s'assurer que ce projet d'investissement présente la meilleure opportunité financière.

- **Rentabilité du projet d'investissement**

Les éléments constitutifs sont comme suit :

- Evaluation des paramètres d'exploitation prévisionnels sur toute la durée de remboursement du crédit à étendre sur une dizaine d'années (si possible),
- Etablissement du tableau de compte des résultats et du bilan prévisionnel pour la même durée (équivalente à la durée de vie de l'investissement),
- Les éléments constitutifs du prix de vente ayant servi de base à la détermination du chiffre d'affaires prévisionnel doivent être indiqués. Au cas où le produit doit être exporté, il y a lieu de tenir compte des prix à l'étranger et indiquer s'il bénéficiera de l'aide en matière d'exploitation,
- Tenir compte de l'exonération de l'IBS et d'autres avantages octroyés par L'Agence Nationale pour la Promotion de l'Investissement (l'APSI) dans le cas d'investissement prioritaire dont l'implantation est prévue dans une zone à promouvoir,

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

- Etablissement des mouvements de trésorerie pour la planification financière. Ce tableau doit reprendre l'ensemble des dépenses et des recettes aussi bien durant la période de la réalisation de l'investissement que pendant la phase d'exploitation,
- Calcul du cout de production prévisionnel e chaque produit sur la période d'exploitation envisagée,
- Etablissement d'un plan pour déterminer le gain en devises en phase d'exploitation en comparant la valeur de la production aux pris import aux dépenses en devises des matières, prestation, des amortissements et intérêts en devises,
- Calcule de la valeur actuelle nette(VAN), du cash-flow brut, net et cumulé avec un taux d'actualisation égale au taux d'intérêt pondéré payé par l'emprunteur ,et de taux de rentabilité interne (TRI), du délai de récupération de l'investissement et du taux de rendement simple des capitaux engagés,
- Analyse du seuil de rentabilité (point mort),
- Analyse de sensibilité.

II.8. Garanties offertes par le promoteur

Les garanties offertes par le promoteur sont utilisées comme accessoires des crédits et non comme des moyens de décision. La décision d'octroi de crédit est toujours prise sur la base du diagnostic général établi sur la santé financière de l'entreprise et sur la rentabilité financière du projet. En matière de crédit d'investissement, il est normal et sécurisant pour la banque de prévoir des garanties dont nous énumérons, ci-après, les principales :

- Caution solidaire des associés,
- Lettre de blocage des comptes courants associés,
- Nantissement de fonds de commerce et /ou de matériels et outillages,
- Hypothèque sur les constructions et/ou les terrains,
- Délégation de la police d'assurance.

Section 2 : Critères d'octroi de crédit bancaire

Pour étudier une demande de crédit, une banque s'intéresse :

- ✓ A la situation financière du demandeur du crédit en consultant un certain nombre de fichiers,

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

- ✓ A ses capacités financières présentes et futures,
- ✓ Aux garanties offertes.

I. Collecte et utilisation de l'information

Les banques ont à leur disposition un certain nombre de fichiers tenus par la Banque d'Algérie (BA) qui leur permettent de connaître notamment les mauvais payeurs ou les entreprises en difficulté, la banque consulte le Fichier central des risques et les centrales des impayés (CI).

Il est quasiment impossible d'emprunter si l'on figure dans l'un de ces deux fichiers.

I.1. Le centrale des risques

Conformément à l'article 2 du règlement n 12-01² portant l'organisation et fonctionnement de la centrale des risques entreprises et ménages, la centrale de risque se définit comme suit : « la centrale des risques est un service de centralisation des risques chargé de recueillir, auprès de chaque banque et de chaque établissements déclarants, l'identité des bénéficiaires de crédit, la nature et le plafond des crédits accordés, le montant des utilisations, le montant des crédits non remboursés ainsi que les garanties prises pour chaque type de crédit. ». En effet, à travers la consultation de la centrale des risques que la banque pourra s'informer sur les différents engagements du client avec les banques confrères.

I.2. Le centrale des impayées³

Ce fichier géré par la Banque d'Algérie est celui dans lequel figurent toutes les personnes qui ont des incidents de paiements, ces derniers se présentent en :

A. Interdiction de chéquier

Sont interdits de chéquier tous ceux qui ont émis des chèques sans provision sans avoir procédé à la régularisation des incidents.

² www.droit-afrique.com 26/04/2018 à 13 :50

³ Article 3-6 2 du règlement n 92-02 portant l'organisation et fonctionnement de la centrale des risques entreprises et ménages

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

Lorsque le titulaire d'un compte (ou son mandataire) émet un chèque sans provision, il est interdit d'émettre des chèques pendant 5 ans⁴ et ce tant qu'il n'a pas régularisé le ou les incidents ; cette interdiction s'applique dans toutes les banques.

B. L'avis à tiers détenteurs (ATD)

L'ATD est une procédure consistant à faire bloquer le compte du client en faveur de l'administration fiscale afin de permettre à cette dernière de récupérer les sommes qui lui sont dues au titre des impôts non payés⁵.

C. Les interdits judiciaires

Sont interdits judiciaires, ceux qui ont été condamnés par un tribunal et qui ne peuvent de ce fait disposer de chéquier pendant un certain temps (5 ans maximum).

I. 3. Les incidents de paiements

Pour apprécier la moralité et le sérieux de son client, le banquier doit vérifier si celui-ci n'a pas fait l'objet d'un incident de paiements:

- ✓ Emissions de chèques sans provision
- ✓ Le non-paiement d'une traite à l'échéance ou d'une dette privilégiée

Généralement sanctionné par un avis à tiers détenteur ou une saisie-arrêt (Les interdits judiciaires et bancaire).

II. Les capacités financières présentes et futures

Il y'a plusieurs facteurs qui présentés les capacités financières présentes et futures du demandeur de crédit ou le banquier s'intéresse dans leur étude pour prendre la décision d'octroi de crédit, on peut les présenter comme suit :

II.1 La centrale des bilans

A partir de cette centrale le banquier peut consulter tous les informations et les données comptables et financières, figurent les personnes morales ou physiques présentant un intérêt économique et financier et domiciliées en Algérie.

⁴ Règlement de la Banque d'Algérie n°08-01 du 20 janvier 2008

⁵ SOCIETE GENERALE, condition appliquées aux opérations bancaires, 2015, p.12

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

Toutes les entreprises sont recensées à la centrale des bilans qui comprend différents modules :

- ✓ La cotation des entreprises (chiffre d'affaires et cote de crédit),
- ✓ Des informations sur leur solvabilité,
- ✓ Les incidents de paiement sur effets,
- ✓ Des données sur le dirigeant, les associés, les participations,
- ✓ Des dossiers d'analyse financière sur les entreprises,
- ✓ Une analyse des groupes (endettement bancaire global),
- ✓ La segmentation des petites entreprises (traitement statistique reposant sur un examen de données objectives qualitatives (données descriptives) et quantitatives (impayés sur effets de commerce, endettement bancaire).

II.2. Taille de l'entreprise

Cette variable peut être mesurée par le chiffre d'affaires (montant total des ventes de biens ou services générés par les activités de l'entreprise), le nombre d'employés et/ou le volume d'investissement. Elle présente une variable sur laquelle peut se baser lors de l'étude d'une demande de crédit.

II.3. Durée de la relation

La durée de la relation entre la banque et leur client considérée comme un indicateur de force très importants, elle peut affecter l'octroi de crédits, par le fait que la quantité d'information collectée sur la période est cumulable et donne ainsi une meilleure visibilité de la firme.

II.4. le profil du propriétaire dirigeant

Le profil du propriétaire dirigeant peut avoir un effet sur les chances d'acceptation d'une demande de crédit. Pour les éléments du profil du propriétaire dirigeant le banquier s'intéresse essentiellement à l'âge, le niveau de formation (primaire, secondaire, universitaire), l'expérience professionnelle et le sexe (féminin ou masculin).

En ce qui concerne la qualité des dirigeants, le banquier s'intéresse essentiellement à :

- ✓ La compétence du dirigeant (formation et expérience professionnelle),

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

- ✓ Le patrimoine : les associés ou le dirigeant ont-ils des moyens financiers suffisants ou non pour avoir si l'entreprise peut faire face à des difficultés ou besoins d'expansion rapide.

II.5. Qualité de la gestion :

Les éléments de la gestion de l'entreprise sont un facteur important qui assure la banque sur la bonne gestion de l'entreprise et sa pérennité.

III. Garanties offertes :

Les renseignements fournis par la centrale des risques, et les capacités financières présentes et futures de l'entreprise, bien que nécessaires, ne sont pas toujours suffisants pour amener un banquier à accorder un crédit.

Les opérations de crédit sont très variées, les garanties qui les accompagnent le sont aussi. Certaines garanties sont régies par le Code civile, d'autres par le Code de commerce. Elles sont deux sortes : les suretés personnelles et les suretés réelles⁶ (**nous avons les présenté dans le premier chapitre**).

Section3 : L'analyse financière

I. Généralités sur l'analyse financière

L'analyse financière repose sur un retraitement de l'information comptable dont la synthèse figure dans les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) et la reconstitution des mouvements de flux de valeurs générés par l'entreprise.

I.1. Définition de l'analyse financière

L'analyse financière peut être définie comme « une démarche, qui s'appuie sur l'examen critique de l'information comptable et financière fournie par une entreprise à destination des tiers (donc de tout le monde...), ayant pour but d'apprécier le plus objectivement possible sa performance financière et économique (rentabilité, pertinence des choix de gestion...), sa

⁶ M.Hamouda : « système et pratiques bancaires en Algérie », édition Houma, 2006, Alger, p134

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

solvabilité(risque potentiel qu'elle présente pour tiers, capacité à faire face à ses engagement...), et en fin son patrimoine. »⁷

Pour les prêteurs il s'agira de mesurer la capacité de l'entreprise à rembourser les capitaux prêtés ou qu'ils se proposent de lui prêter. Par « prêteurs », il faut entendre bien sur les banques, mais aussi, par extension, tous les partenaires qui interviennent plus ou moins directement dans la « chaine financière » : les assureurs-crédit (sociétés auprès desquelles une entreprise peut s'assurer contre le risque de non-paiement de la part de ses clients).

Aussi on peut le définir comme : « ensemble des techniques d'investigation des documents comptables et financiers d'une organisation productive, utilisées pour établir un diagnostic financier. », Investigation rétrospective des documents comptables et financiers de synthèse (Bilan, Compte de résultat, Annexe, Tableau des Soldes Intermédiaires de Gestion, Tableaux de financement, Tableau de flux de trésorerie).⁸

- **Diagnostic financier** : jugement motivé reposant sur une analyse financière permettant d'envisager le maintien ou une réorientation de la politique générale de l'entreprise, de sa stratégie ou de l'une de leurs composantes (financière, commerciale, production, approvisionnement, RD, GRH, etc.)

I.2. Objet de l'analyse financière :

L'analyse financière a pour objet de :

A. L'analyse de la solvabilité (liquidité)

L'objectif de l'analyse de la solvabilité est d'analyser la situation de trésorerie immédiate : risque de défaillance (cessation de paiement - faillite), ainsi pour nous donnerons une information complète sur la solvabilité de l'entreprise a l'échéance.

B. L'analyse de la rentabilité (valeur de l'entreprise)

On peut avoir la situation de trésorerie de l'entreprise à terme: risque de défaillance (cessation de paiement - faillite).

L'analyse de la rentabilité s'intéresse aux performances de l'entreprise :

⁷ Analyse financière 4eme édition, F.Deisting et J-P.Lahille,2013, p1

⁸ Les fondements de l'analyse financière Jean-Claude Juhel ,2012, p.5

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

- La rentabilité économique,
- La rentabilité financière.

II. Les documents nécessaires pour l'analyse financière⁹

On peut le résumer dans deux documents qui sont :

- Documents non financiers
- Documents financiers

II.1. Les documents non financiers de l'analyse

Ils sont de deux ordres. Ceux qui se présentent sous la forme d'une documentation au sens littéral du terme, et ceux, plus immatériels, qui procèdent du bon sens.

A. L'extrait d'immatriculation de l'entreprise au registre du commerce et des sociétés

Cet extrait fournit une quantité d'information et se présente comme suit :

- Date d'immatriculation (en général correspondant à celle de la création de la société),
- Forme juridique,
- Dirigeants et leur âge,
- L'indication selon laquelle l'entreprise est propriétaire ou locataire de son fonds de commerce,
- L'activité exercée,
- La date de clôture de l'exercice (déterminante dans les activités saisonnières,
- Les principales décisions d'assemblées générales (pour sociétés) ; changement d'objet social, date de clôture de l'exercice, de dirigeants, etc.

B. Les états d'endettement

Ils sont fournis également par le greffe du tribunal de commerce, sur lesquels on trouvera le détail des dettes ayant donné lieu à constitution de garanties sur les biens de l'entreprise, et surtout, des informations sur les éventuels incidents qui auraient émaillé la vie de l'entreprise (retard de paiement auprès des organismes fiscaux et sociaux, etc.).

⁹ Analyse financière 4eme édition, F.Deisting et J-P.Lahille,2013, p6

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

C. La documentation commerciale éditée par l'entreprise elle-même

Elle donne des indications sur ses clients, ses fournisseurs, ses investissements en recherche, ses nouveaux produits, la répartition de son chiffre d'affaire, etc.

II.2. Les documents financiers de l'analyse

Elles sont présentées dans deux documents principaux de l'analyse qui sont : le compte de résultat et le bilan

- **Compte de résultat** : Est l'état qui permet de déterminer le résultat de l'exercice, c'est-à-dire de la période, en général un an, qui s'écoule entre deux dates d'arrêté des comptes.
- **Le bilan** : le bilan comptable est un bilan patrimonial (portefeuille de titres, terrain, dettes ...), qui va lister :
 - A l'actif : tous les éléments, tous les biens, qui sont la propriété de l'entreprise,
 - Au passif : toutes ses dettes,
 - Donner, par différence, ce que l'on pourrait appeler un « patrimoine net », que l'on nomme en fait « situation nette » (qui peut être positive ou négative selon le poids relatif des actifs et des passifs).

III. L'analyse financière de l'entreprise

Une fois la constitution du dossier est effectué, et les informations jugées nécessaires sont collectées, le banquier procède à l'analyse et l'interprétation de ces données en vue d'apprécier la situation et l'évolution de l'entreprise.

III.1. Elaboration et appréciation du bilan financier

Elle permet d'apprécier la capacité et l'attitude de l'entreprise à partir du fonds de roulement, besoin en fonds de roulement et la trésorerie, pour obtenir le bilan financier d'une entreprise nous avons besoin du bilan comptable pour faire le passage du bilan comptable vers le bilan financier.

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

A. Le bilan comptable : « Dans le document permanent qui est le bilan, figurent des comptes de situation représentant les ressources mises à disposition (passif) et les emplois effectués avec de tels moyens (actif). »¹⁰.

D'une autre façon Le bilan comptable, est un élément très important des comptes annuels. Il représente l'état du patrimoine de l'entreprise à la date de son établissement. Ainsi il comporte les éléments d'actifs (situés dans la colonne de gauche) et passifs (situés dans la colonne de droite) de l'entreprise.

Dans le bilan comptable on y retrouve les grandes masses suivantes : les immobilisations, les créances et les dettes de l'entreprise, la trésorerie et les capitaux propres.

B. Le bilan financier : « ... l'analyse financière devra effectuer un classement des éléments patrimoniaux selon la capacité de l'actif à être rendu liquide dans une optique de poursuite d'activité, d'une part, et l'exigibilité des dettes, d'autre part. Cette adaptation des emplois et des ressources de l'entreprise à l'analyse financière porte le nom de classement rationnel. »¹¹

Donc le bilan financier est un document permettant de connaître ce qui est possédé par une entreprise (son actif) et ce qu'elle doit (son passif). Il reprend les informations fournies par le bilan comptable en les arrangeant de manière à déterminer la solvabilité de la société sur le court terme.

C. Passage du bilan comptable au bilan financier : Le bilan comptable ne permet pas d'effectuer une lecture financière globale. Pour cela l'analyste financier doit faire des retraitements pour élaborer un bilan financier susceptible de classer les biens de l'entreprise selon le critère liquidité/exigibilité. Il s'agit bien de :

- Retraitement des non-valeurs ; Exemple: (frais préliminaires, frais comptabilisés d'avance, stocks périmés, etc.)
- Réévaluation : affecter aux actifs et aux passifs leurs valeurs réelles (la valeur du bien sur le marché) et non leurs valeurs comptables (coût d'achat); Cet écart de réévaluation s'il existe sera ajouté aux capitaux propres.

¹⁰ Simon PARIENTE. Analyse financière et évolution de l'entreprise. 2ème édition, p. 5.

¹¹ K.CHIHA « FINANCE D'ENTREPRISE : approche stratégique », Edition HOUMA.

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

- Reclassement : cela s'effectue selon le degré de liquidité croissante de l'actif et le degré d'exigibilité croissante du passif. Parmi ces reclassements :
 - ❖ Provision sans objet : Une provision est une estimation et une comptabilisation d'une perte ou d'une charge préalable (provision pour litiges, perte de change ou perte de valeur).
 - ❖ Les impôts différés sont à déclasser de l'actif et à déduire des capitaux propres, cependant les impôts différés passifs sont à déduire de la rubrique passif non courant et à ajouter aux capitaux propres,
 - ❖ Les effets à recouvrer seront subdivisés en trois catégories selon le cas : effets escomptables et effets escomptés non échus sont à ajouter aux valeurs d'exploitation et ceux escomptés à ajouter aux valeurs disponibles.
 - ❖ En ce qui est des prêts et des emprunts, ceux à plus d'une année sont à classer en haut du bilan le cas échéant en bas du bilan.

Le bilan financier en grandes masses se présente comme suit :

Tableau n°03 : exemple d'un bilan financier

<u>Actif</u>	<u>Passif</u>
<p><u>Actif immobilisé</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Immobilisation incorporelles - Immobilisation corporelles - Immobilisation financières 	<p><u>Capitaux permanents</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Fonds propres -Dettes à moyen et à long terme (DLMT)
<p><u>Actif circulant</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Valeurs d'exploitation - Valeurs réalisables - Valeurs disponibles 	<p><u>Dettes à court terme</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Dettes d'exploitation - Dettes hors exploitation - Concours bancaires courants

Source : Cours analyse financier esc 2015-2016

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

III.2. Calcul et appréciation des indicateurs d'équilibres financiers

Pour un crédit d'investissement, il est nécessaire de calculer les indicateurs d'équilibres financiers et choisir les plus significatifs pour suivre l'évolution économique et l'état financiers de l'entreprise. Nous pouvons citer les indicateurs suivants :

A. Le fond de roulement (FR):

« Le FR exprime la part des capitaux dans le degré d'exigibilité est faible qui sert à financer les éléments d'actif dont le degré de liquidité est assez élevé »¹²

- Par le haut du bilan :

$$FR = \text{Capitaux Permanents} - \text{Actif immobilisé}$$

Cette méthode nous permet de comprendre l'origine du fonds de roulement qui est un financement permanent. C'est le surplus restant à la disposition de l'entreprise après le financement du cycle d'investissement et qui sert au financement des besoins d'exploitation.

- Par le bas du bilan :

$$FR = \text{Actif circulant} - \text{Dettes à Court Terme}$$

Cette méthode quant à elle, nous indique la destination du fond de roulement qui est le cycle d'exploitation.

B. Le besoin en fond de roulement(BFR)¹³ :

Le BFR existe du fait des décalages dans le temps entre les achats et les ventes qui entraînent la constitution de stock, mais aussi entre les produits comptables (par exemple les ventes) et les paiements correspondants (par exemple les paiements de clients) qui donnent naissance à des créances. Ces décalages créent des besoins de financement.

Ces besoin de financement sont atténués par le décalage, de ses opposés, entre les charges et les paiements correspondant qui donnent naissance à des dettes et procurent des ressources.

Il se calcule comme suit :

¹² LUCIEN G, économie de l'entreprise, 1ère édition, p 59

¹³ F. Deisting, J-P. Lahille, analyse financier, 4eme édition,2013, p.79

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

BFR = besoins de financement – ressources de financement

Les besoins de financement étant égaux à la somme des valeurs d'exploitation (VE) et des valeurs réalisables (VR). Les ressources de financement quant à eux sont égales aux dettes à court terme (DCT) diminuées des concours bancaires courants (CBC).

C. La trésorerie¹⁴

La trésorerie permet d'ajuster le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement : c'est la relation fondamentale de trésorerie.

Trésorerie (TR) = disponibilités – concours bancaires courants

Trésorerie (TR) = FR – BFR

III.3. Analyse du compte de résultats et analyse des SIG:

Avant de parler sur les soldes intermédiaires de gestion, nous avons besoin d'expliquer brièvement la notion du compte de résultat

A. Définition du compte de résultats :

«Le compte de résultat présente l'ensemble des flux de produits et de charges imputables à la période de temps déterminée par l'exercice comptable. Il est organisé en distinguant les produits et charges d'exploitation, financières et exceptionnels qui mettent en évidence chacun un résultat d'exploitation, un résultat financier et un résultat exceptionnel. A l'intérieur de ces trois rubriques, les charges sont présentées par nature. Le résultat net de l'exercice, bénéfice ou perte, est le solde final du compte de résultat.»¹⁵

D'une manière général Le compte de résultat est un document comptable synthétisant l'ensemble des charges et des produits d'une entreprise ou autre organisme ayant une activité marchande, pour une période donnée, appelée exercice comptable.

B. Analyse des SIG :

« Les soldes intermédiaires de gestion ont été créés afin de pouvoir analyser plus aisément le compte de résultat. En effet, les postes du compte de résultat sont pris un à un, suivant une

¹⁴ F. Deisting, J-P. Lahille, op.sit, p 50

¹⁵ DE LABRUSLERIE H, analyse financière, 4ème édition, Paris, 2010, p 43.

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

certaine logique, afin de mettre en évidence des « clignotants » (des indicateurs) dans l'étude de la santé de l'entreprise ». ¹⁶

Donc les soldes intermédiaires de gestion (SIG) permettent d'analyser le résultat de l'entreprise en le décomposant en plusieurs indicateurs importants, ce qui permet d'obtenir de l'information sur l'activité d'une entreprise et la formation de son bénéfice (ou déficit).

- **Chiffre d'affaire** : Il désigne le total des ventes de biens et de services facturés par une entreprise sur un exercice comptable. Il est calculé comme suit :

$$\text{Chiffre d'affaires} = \text{Vente de marchandises (activité commerciale)} + \text{Production vendue (activité industrielle)} + \text{Prestations fournies (activité de service)}$$

- **La marge commerciale** : Elle indique la marge réalisée par une entreprise sur sa seule activité de négoce. Elle résulte de la différence entre « ventes » et « consommation de marchandises ».
- **La valeur ajoutée** : C'est un solde majeur de l'analyse du compte de résultat. Il indique le volume de richesse nette créée par l'entreprise.
- **L'excédent brut d'exploitation** : L'EBE mesure la performance économique de l'entreprise, la rentabilité des seules opérations d'exploitation et aussi la rentabilité des capitaux que cette exploitation a consommés.
- **Le résultat brut d'exploitation** : constitue le résultat généré par l'activité principale de l'entreprise. Il prend en compte le coût des différents facteurs de production utilisés.
- **Le résultat financier** : c'est un résultat lié à l'intervention de l'entreprise sur le marché financier. Il découle des produits de placement des excédents de trésorerie déduits des charges liées au financement.
- **Le résultat courant avant impôts** : c'est le résultat de toutes les opérations courantes de l'entreprise, par opposition aux opérations exceptionnelles. Il mesure la performance totale de l'entreprise avant déduction d'impôts.
- **Le résultat courant après impôts** : il mesure la création de richesse aux actionnaires, c'est-à-dire l'augmentation provisoire du capital propre.
- **Le résultat extraordinaire** : exprime le résultat réalisé par une entreprise en raison des événements non récurrents qui ont pris naissance au cours de l'exercice considéré.

¹⁶ B. MEUNIER-ROCHER, Le diagnostic financier, 3eme édition, Editions d'Organisation, Paris, 2003.

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

- **La capacité d'autofinancement** : c'est un agrégat de plusieurs éléments issus du compte de résultat, la CAF représente la part de la valeur ajoutée qui n'a pas été distribuée au tiers (personnel, Etat, créanciers). On pourrait dire aussi qu'elle est la ressource nette dégagée par l'activité de l'entreprise hors éléments exceptionnels

$$CAF = \text{résultat net} + \text{dotation aux amortissements et aux provision} + VCEAC$$

- **L'autofinancement** : Il représente la partie de la capacité d'autofinancement non distribuée sous forme de dividendes aux actionnaires et qui demeurera à la disposition de l'entreprise. Ce dernier est calculé comme suit :

$$\text{Autofinancement} = \text{Capacité d'Autofinancement} - \text{Dividendes}$$

III.4. L'analyse par la méthode des ratios

Nous pouvons citer les ratios suivants :

A. Les ratios de structure financière :

Ce sont des ratios intéressent exclusivement au poids relatif et à l'équilibre entre des grandes masses du bilan, avec une préoccupation majeurs : l'entreprise peut-elle faire face durablement à ses engagements ? c'est la seule expression de sa capacité de survie. On pourrait dire aussi que les ratios de structure mesurent la solidité de la charpente du bilan.¹⁷

Il existe multiple sortes de ratios et qui complètent l'analyse du bilan et TCR et peuvent être regroupés en trois catégories :

- Les ratios de structure.
- Les ratios de gestion et d'activité.
- Les ratios de rentabilité.

1. Les ratios de financement et de couverture des risques :

Ces ratios permettent d'appréhender l'équilibre ou le déséquilibre financier. La structure financière peut être analysée sous trois volets : le financement, la liquidité et la solvabilité.

¹⁷ F. Deisting, J-P. Lahille, op.sit, p51

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

a. Ratio de financement des immobilisations :

Il représente le degré de financement des actifs immobilisés par les ressources stables. Il doit être supérieur à 1.

$$\text{Ratio de financement des immobilisations} = \text{Capitaux permanents} / \text{Actif immobilisé}$$

b. Ratio d'endettement :

Il mesure la capacité de l'entreprise à obtenir un endettement supplémentaire. Il doit être inférieur à 50%.

$$\text{Ratio d'endettement} = \text{Total des dettes} / \text{Total bilan}$$

c. Ratio de capacité de remboursement :

Ce ratio permet de déterminer en nombre de jours si l'entreprise dispose d'une marge de sécurité suffisante pour faire face aux difficultés de vente.

$$\text{Ratio de couverture des risques d'activité} = \text{Fonds de roulement} / \text{chiffre d'affaire(HT)}$$

2. Les ratios de liquidité :

Ils mesurent la capacité d'une entreprise à régler ses dettes à court terme arrivées à échéance.

a. Ratio de liquidité générale :

Le ratio de liquidité générale permet de savoir si l'entreprise a un fonds de roulement suffisant pour payer ses dettes à court terme, saisir les occasions qui s'offrent à elle et obtenir des conditions de crédit favorables. Ce ratio doit être supérieur à 1.

$$\text{Ratio de liquidité générale} = \text{Actif circulant} / \text{dettes à court terme}$$

b. Ratio de liquidité relative ou réduite :

Ce rapport indique la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements à court terme sans faire appel à la vente de ses stocks. Il doit être supérieur ou égal à 1.

$$\text{Ratio de liquidité réduite} = (\text{V. Réalisables} + \text{V. Disponibles}) / \text{dettes à court}$$

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

c. Ratio de liquidité immédiate :

Il permet de mesurer le degré de couverture des D.C.T (passif courant) par les disponibilités. Sa norme est lorsqu'il tend vers 1.

$$\text{Ratio de liquidité immédiate} = V. \text{ Disponibles} / \text{dettes à court terme}$$

3. Les ratios de solvabilité :

Nous pouvons résumer en :

a. Ratio de couverture du risque global (ou risque liquidatif) :

Ce ratio mesure l'importance des fonds propres mis par rapport au total des capitaux engagés dans l'entreprise et cela par l'ensemble des partenaires sociaux et économiques.

La norme financière de ce rapport se situe entre 25% et 30%. Plus ce ratio est important, moins il y a de risques. Il doit être supérieur ou égal $\geq 20\%$

$$\text{Ratio du risque liquidatif (RRL)} = \text{Fonds propres net} / \Sigma \text{ bilan}$$

b. Ratio de capacité de remboursement :

Ce ratio mesure la capacité des ressources financières, dégagées par l'entreprise, pour faire face à ses engagements à long et moyen terme. On lui donne une valeur limite de 3,5 (années).

$$\text{Ratio de capacité de remboursement} = D.M.LT / C.A.F$$

c. Ratio de capacité d'endettement :

Il exprime la dépendance de l'entreprise vis-à-vis des prêteurs des capitaux à long et moyen terme. Il doit aussi être confronté au ratio de capacité de remboursement. Il doit être supérieur à 1. Dans le cas contraire, elle représente un danger pour le banquier en cas de faillite de l'entreprise.

$$\text{Ratio de capacité d'endettement} = \text{Fonds propres net} / \text{capitaux permanents}$$

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

4. Les ratios de gestion et d'activités :

Il contient trois (3) grand types de ratios :

❖ Les ratios de gestion :

Les ratios de gestion permettent de déterminer des vitesses de rotation ou des délais d'écoulement. Ces rapports entre deux grandeurs entre lesquelles il existe un lien logique sont destinés à mettre en évidence certains aspects de la gestion financière.

a. Ratio de rotation des stocks :

Ce ratio mesure la durée de stockage des marchandises dans l'entreprise c'est-à-dire le nombre de jours nécessaires à l'écoulement des stocks de l'entreprise.

$$\text{Ratio de rotation des stocks} = \text{Stock moyen} * 360 / \text{Coût d'achat des marchandises}$$

b. Ratio de rotation des stocks :

Ce ratio représente la durée moyenne des crédits accordés par l'entreprise à ses clients. L'idéal serait de réduire ce délai car toute augmentation engendre un accroissement du BFR.

$$\text{Ratio du délai client} = (\text{clients} + \text{effets à recouvrer} + \text{factures à établir}) * 360 / \text{chiffre d'affaire (TTC)}$$

c. Ratio des délais fournisseurs :

Ce ratio exprime en jours le délai moyen obtenu des fournisseurs. Il permet d'apprécier la politique de l'entreprise en matière de crédits fournisseurs. Il doit être supérieur au délai accordé aux clients dans le cas d'entreprise commerciale.

$$\text{Ratio du délai fournisseur} = (\text{Fournisseur} + \text{effets à payer}) * 360 / \text{Chiffre d'affaire (TTC)}$$

❖ Les ratios d'activités :

a. Taux de marge :

Ce ratio renseigne sur la part de la marge permettant de couvrir les charges de l'entreprise à l'exception des coûts d'achat des marchandises vendues.

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

$$\text{Taux de marge} = \text{Marge brute} / \text{Chiffre d'Affaire (HT)}$$

b. Taux d'intégration verticale :

Celui-ci mesure l'importance de la valeur ajoutée par rapport à l'intégralité du chiffre d'affaires ou à la production totale. Plus ce ratio est élevé plus le niveau d'intégration de l'entreprise est important. Cela signifie que plus il est proche de 1 moins l'entreprise fait appel aux tiers et inversement.

$$\text{Taux d'intégration verticale} = \text{Valeur Ajoutée (VA)} / \text{Chiffre d'Affaire (HT)}$$

5. Les ratios de rentabilité :

a. Ratio de rentabilité financière :

Ce ratio nous permet de mesurer la capacité de l'entreprise à rentabiliser les capitaux engagés par les associés, il nous permet de répondre à la question suivante : en plaçant leur argent dans l'entreprise les associés ou actionnaires ont-ils fait un bon placement ?

$$\text{Ratio de rentabilité financière} = \text{Résultat net de l'exercice (RNE)} / \text{Fonds propres}$$

b. Ratio de rentabilité économique :

Il mesure la capacité de l'entreprise à rentabiliser les capitaux engagés.

$$\text{Ratio de rentabilité économique} = \text{Résultat brut d'exploitation (RBE)} / \text{Actif}$$

Actif économique net = immobilisations nettes + BFR + disponibilités.

c. Ratio de rentabilité nette :

$$\text{Ratio de rentabilité économique nette} = \text{Résultat net} / \text{Chiffre d'Affaire (HT)}$$

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

III.5. L'analyse prévisionnelle :

En outre de l'analyse financière le banquier doit faire des prévisions afin de s'assurer du bon déroulement des engagements. Cette étude prévisionnelle se fait sur la base du :

- Plan de financement,
- Plan de trésorerie,
- Chiffre d'affaire prévisionnel et le point mort.

A. Plan de financement :

« Un plan de financement est un tableau synthétique prévisionnel élaboré par les entreprises. Il est constitué d'une colonne emploi présentant l'ensemble des besoins de financement de la société (en investissement, fonds de roulement, remboursement de dettes, paiement de dividendes...) et d'une colonne ressources figurant les entrées d'argent permettant de les financer (capital social, capacité d'autofinancement, subventions, emprunts...). Le plan de financement constitue une obligation légale pour les entreprises de plus de 300 salariés ou au chiffre d'affaires supérieur à 18 millions d'euros qui doivent l'établir annuellement. Le plan de financement est un document capital pour les entreprises en cours de création. Il permet d'appuyer les demandes de financement auprès des banques. On parle alors de plan de financement initial. »¹⁸

B. Plan de trésorerie :

« Le plan de trésorerie est un document qui permet d'identifier tous les encaissements et tous les décaissements prévisibles d'une entreprise au cours de la première année de son existence. Les encaissements et les décaissements sont ventilés mois par mois sur une année. Le plan de trésorerie est un document prévisionnel établi par les fondateurs d'une entreprise qui va être créée. Il permet de recenser les différents flux financiers que va connaître la future entreprise à court terme, d'évaluer les futures dépenses et les futures recettes pour parvenir à équilibrer l'ensemble sur l'année. Le plan de trésorerie, pour être efficace, doit être précis dans la mesure où il offre une visibilité de ce que sera la trésorerie d'une entreprise tout au long de sa première année de création. Il permet aussi de connaître le solde de trésorerie à chaque fin de

¹⁸ <https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-economique-et-financier/1198787-plan-de-financement-definition/> 01/05/2018 à 12 :14

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

mois. Cette information est capitale pour faire face aux décaissements d'un mois sur l'autre. »¹⁹

Donc le plan de trésorerie est un plan prévisionnel, nous permettent d'avoir de la visibilité sur les différents flux financiers. Elle peut ainsi piloter de façon stratégique la trésorerie de l'entreprise en mettant en évidence les encaissements et les décaissements par mois. Il est conseillé de construire ce plan à court terme, pour la simple raison que les risques financiers peuvent être assez importants et difficilement maîtrisables.

C. Chiffre d'Affaire Prévisionnel et le Point Mort :

Il convient donc de déterminer le chiffre d'affaire qui permettrait à l'entreprise de couvrir toutes ses charges et en deçà duquel elle enregistrerait des bénéfices. Ce dernier est défini par le point mort (seuil de rentabilité ou chiffre d'affaires critique).

Le point mort est la quantité telle que la marge sur coût variable (MCV) couvre exactement les charges fixes, laissant ainsi un bénéfice nul. Le Banquier utilise cette technique dans le but de s'assurer que l'objectif de production est suffisant pour justifier un tel investissement.

¹⁹ <https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-economique-et-financier/1198787-plan-de-financement-definition/> 01/05/2018 à 12 :14

Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement

Conclusion

Nous avons vu dans ce chapitre les documents nécessaires pour l'étude d'un dossier d'investissement, les critères d'octroi de crédit et l'analyse financier du projet qui est une étape indispensable dans l'étude de la viabilité de projet, le banquier doit prendre une décision pour l'octroi ou non du crédit d'investissement, bien entendu, cette dernière dépend de la véracité des documents, et des renseignements donnés sur le projet, ainsi la viabilité du projet.

Ainsi, une bonne analyse de la part du banquier lui évite la maladresse en matière de détermination des montants des crédits sollicités, de leurs destinations, et des formes sous lesquelles ils devront être octroyés.

Pour mettre en relief les techniques d'étude des dossiers de crédit, abordées dans le présent chapitre, l'étude de cas concrets portants sur une demande de financement d'investissement s'impose.

Chapitre 3

*étude de demande de crédit
d'investissement auprès de la
BNA de Kolea*

Chapitre3 : étude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

Introduction :

Dans le but de mettre en pratique les différents aspects développés dans la partie théorique, nous allons consacrer ce présent chapitre à une étude d'un cas concret déjà traité au niveau de la structure d'accueil, à travers lequel nous essayons de faire notre propre étude, en respectant évidemment les techniques expliquées précédemment et en appliquant aussi ce que nous avons appris tout au long de notre formation à l'Ecole Supérieure de Commerce.

Notre stage s'est effectué au niveau de la BNA, où on a choisi un dossier de crédit d'investissement qui a déjà été traité au niveau de la banque d'accueil.

Par manque d'information, certains aspects ne seront pas développés dans ce cas pratique. En effet, nous avons travaillé uniquement sur la base des documents que nous avons trouvés dans les dossiers.

Il est à signaler que certaines informations telles que le nom de promoteur et des raisons sociales de entreprise concernées par notre étude seront modifiées et ce afin de préserver le secret professionnel auquel est tenu le banquier.

La présente partie sera organisée en deux sections à savoir :

- Présentation de l'organisme d'accueil
- Etude d'un cas de crédit investissement

Section1 : Présentation de l'Organisme d'Accueil BNA Kolea

I. Présentation de la Banque Nationale d'Algérie BNA

I.1. historique de la BNA

La Banque Nationale d'Algérie est la première banque publique commerciale de l'Algérie indépendante. Elle a été créée par l'ordonnance n 66-178 juin 1966.

Précédemment la BNA détenait un capital de 20 million de Dinars Algérien, celui-ci a été augmenté à plusieurs reprises. Au mois de juin 2009, le capital de la BNA est passé de 14,6 milliards de dinars algériens à 41,6 milliards de dinars algériens.

La BNA est la banque qui a reçu le premier agrément (septembre 2005) des autorités monétaires en raison de ses performances, du respect des règles prudentielles et de ratio de solvabilité.

La BNA dispose d'un réseau d'exploitation très dense réparti sur l'ensemble du territoire national. En effet, elle compte un vaste réseau de 196 agences, regroupées dans 17 directions régionales d'exploitation.

I.2. Missions et objectifs de la BNA

A. Mission de la BNA

La BNA exerce toutes les activités de la banque de dépôts. Elle assure notamment le service financier de groupement professionnels et des entreprises. Elle traite toutes les opérations de banque, de change et de crédit dans le cadre de la législation et des réglementations des banques algériennes :

- Collecter des capitaux à court, moyens et long terme ;
- Octroyer des crédits et des prestations de services sollicitées par la clientèle ;
- Assurer le service financier du groupement professionnel des entreprises et exploitation et participer, entre autre, au contrôle de leur gestion ;
- Elle a aussi la qualité d'intermédiaire agréée pour l'exécution des opérations du commerce extérieur ;

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

- Elle peut prendre sous toutes formes tout intérêt et participations, dans toutes sociétés ou entreprises algériennes ou étrangères, ayant un Object similaires ou de nature à développer ses propres affaires.

B. Objectifs de la BNA

La BNA a pour vocation et objectifs, le financement de l'économie. Elle doit maximiser sa rentabilité en recueillant des ressources financières au niveau des agents économiques pour une redistribution au profit du développement de l'économie. Elle l'utilise pour se faire des crédits en faveur des opérateurs des différents secteurs d'activité. Ses objectifs visent :

- L'amélioration de l'efficacité de la gestion et l'élargissement de la gamme de produits ;
- L'introduction de nouvelles techniques managériales et marketing ;
- La gestion performante de ses ressources humaines ;
- Le redéploiement du réseau pour se rapproches de la clientèle ;
- Une meilleure maitrise des risques en matière d'octroi de gestion de crédits ;
- L'amélioration du système d'information.

I.3. organisation de la banque nationale d'Algérie

L'organisation de la BNA, comprend trois niveaux hiérarchique érigés sous forme de pyramide dont le sommet inclus la Direction Générale et la base des DRE (Direction du Réseau d'Exploitation). Ces directions sont secondées par des agences réparties sur tout le territoire national.

A. La Direction Générale

La direction générale de la BNA est assurée par un Président Directeur Générale secondé par cinq Divisionnaires et un Secrétaire Général.

- Division de l'Exploitation et de l'Animation Commerciale (D.E.A.C),
- Division engagements (D.E),
- Division Internationale (D.I),
- Division Gestion des Moyens Matériels et Ressources Humaines (D.G.M.M.R.H),
- Division Organisation et Système Informatique (D.O.S.I).

Chaque division couvre un certain nombre de directions centrales.

B. Les Directions de Réseau d'Exploitation (D.R.E)

Les structures régionales érigées en direction du réseau d'exploitation sont au nombre de 17. Elles ont pour rôle : d'encadrer, d'assister, d'animer et de contrôler les agences qui leur sont rattachées. Elles jouissent d'une autonomie importante et agissent en véritables banques régionales.

Chaque direction du réseau d'exploitation se divise en quatre départements :

- Département de contrôle ;
- Département de crédit ;
- Département de la promotion et de l'Animation Commerciale,
- Département de la Gestion Administrative et du Budget.

C. Les agences

Le réseau actuel est formé de 211 Agences réparties sur tout le territoire national (au 31 décembre 2016). L'agence dispose des prérogatives de gestion dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés. Elle est, par vocation, une structure d'action commerciale, et de développement rentabilité de la banque dans le cadre des objectifs qui lui sont assignés.

Les agences sont classées en fonction de leur importance commerciale, selon l'importance du lieu d'implantation (wilaya, daïra, commune), le degré de leurs performances et l'importance de leurs chiffres d'affaires. Elles sont classées en trois catégories :

- Agences 1ere catégorie (Type A) ou bien agence principales,
- Agences 2^{ème} catégorie (Type B),
- Agences 3^{ème} catégorie (Type C).

Les agences implantées au niveau des wilayas sont généralement classées en catégorie A. Lorsqu'il existe sur une même place plusieurs représentations, celles-ci sont classées sur la base de critères liés à la performance et l'importance du chiffre d'affaires propre à chaque siège.

II. présentation du BNA Kolea 441

II.1. présentation de l'agence

Le Groupe d'Exploitation indépendant de Kolea qui porte le code 188 est considéré comme l'un des réseaux le plus important dans le centre par contre l'agence d'étude pratique de Kolea portant le code 441 est considérée comme une agence principale du premier bord par la direction du réseau d'exploitation de Kolea, cette agence a été créée en juin 1966, elle comprend 8 agence affiliées qui sont réparties comme suit :

- Kolea 441,
- Tipaza 438,
- Hadjout 439,
- Staouali 440,
- Ain Benian630,
- Bab Hsan 436,
- Cherchell 427,
- Ziralda 428,

II.2. l'organisation de l'agence

➤ **Service commercial extérieur :**

Le service commerce extérieur est chargé de réaliser, de gérer de superviser toutes les opérations qui matérialisent les relations du banquier avec sa clientèle et/ou avec ses correspondants essentiellement dans le cadre de commerce extérieur.

➤ **Service de crédit :**

Le service crédit s'occupe principalement de réception de client, des études et analyse des dossiers de crédits, et le suivi des conditions d'octroi de crédit.

➤ **Service secrétariat engagement :**

Pour en faire, au niveau de chaque agence bancaire on trouve le service secrétariat qui est un organe de gestion et d'exécution.

- L'ouverture d'un compte bancaire,

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

- L'acquisition d'un livret d'épargne,
- La cloture de compte.

➤ **Service de portefeuille :**

❖ **Le virement :**

Est une opération qui consiste à débiter un compte pour créditer un autre compte.

❖ **La remise de chèque :**

Elle correspond au dépôt d'un ou plusieurs chèques par un client auprès de la banque afin que celle-ci en assure le recouvrement.

❖ **La télé compensation :**

C'est un procédé qui facilite le paiement et l'encaissement des chèques entre toutes les banques. Il est surtout réputé pour sa rapidité dans les opérations et la vérification des chèques encaissés par chèque banque. Les banquiers seront appelés à gérer ce flux chaque jour.

Chaque banque devra donner « ordre de virement » à ses clients si une autre banque lui en donne le feu vert.

Les autorités monétaires misent particulièrement sur des logiciels très performants sécurisant pour de telles opérations.

➤ **Le service administratif :**

Ce département travaille à suivre tous les processus suivants et d'autres tâches de base:

- Déclarations Fiscales,
- Tout ce qui a trait à la sécurité de la banque,
- Étude du budget de la banque et donner ses prévisions.

➤ **Le Services Contentieux**

C'est le premier service de destination du client pour l'ouverture d'un compte courant

Cette dernière travaille pour le suivi des clients et connaître leur situations précédentes et actuelles pour faire face aux risques, Ceci est fait par la collecte des informations de :

- La correspondance qui vient de l'étranger (les impôts, trésorerie, etc.),

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

- Le blocage des comptes dans la banque ou dans des autres banques,
- La situation de compte courant de client dans les autres banques et le remboursement du crédit.

Ainsi le rôle et la fonction du service contentieux sont d'effectuer un ensemble de procédures et de tâches répétitives pour résoudre un litige entre la banque et leurs clients, Ces étapes suivies sont:

- a) La banque demandé de leur client de régler la situation à l'amiable,
- b) Envoyez-le, et attendez une semaine,
- c) Deuxième avertissement, s'il n'a pas assisté S'il n'y participe pas, l'affaire sera renvoyée au dossier judiciaire.

Section 02 : cas d'étude d'un dossier de crédit d'investissement

I. Présentation de et identification du projet :

La présente demande a été introduite par une nouvelle relation récemment domiciliée auprès de notre banque. Il s'agit de l'entreprise individuelle dont la gérance est confié au propriétaire Mr. X ayant pour objectif une réalisation d'une unité pour la fabrication industrielle de produits manufactures en béton ou au plâtre (dits agglomérés) qui sera planté à Khmisti, dans le cadre de l'agence nationale de développement de l'investissement (A.N.D.I).

Le crédit sollicité par la relation est un CMT d'un montant de 51.641.000.00 DA, ce qui représente 70% du cout globale de l'investissement qui s'élève à 73.774.000.00 DA.

Afin de bénéficier de ce crédit, le client a présenté, pour étude, un dossier comportant :

- Une demande de crédit,
- Une étude technico-économique,
- Bilan et tableau de compte de résultat,
- Un extrait de rôle apuré,
- Une décision d'octroi d'avantages de l'ANDI.
- Une attestation de mise à jour CNAS,
- Une attestation de mise à jour CASNOS,
- Des factures pro forma des investissements envisagés,
- Un rapport d'expertise (évaluation du bien immobilier),

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

- Une copie de la carte d'identification fiscale,
- Bilan d'ouverture,
- Copie du contrat de vente du terrain,
- Copie du livret foncier,
- Copie de la pièce d'identité du promoteur.

I.1. Avantages obtenus :

Comme l'atteste la décision ANDI, le projet bénéficie de :

- Exonération de droits de douane pour les biens non exclus, importés et entrant directement dans la réalisation de l'investissement,
- Exemption des droits de l'enregistrement des actes de concessions de terrains attribués conformément à l'ordonnance n 08-04 du 1^{er} septembre 2008,
- Franchise de T.V.A pour les besoins et services, entrant directement dans la réalisation de l'investissement, qu'ils soient importés ou acquis localement,
- Exemption du droit de mutation a titre onéreux, pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l'investissement concerne.

I.2. Etude de la viabilité du projet

A. Localisation du projet

Le projet sera implanté à la commune de Khemisti.

La situation géographique du projet offre un avantage certain pour l'exploitation ; la nouvelle autoroute est le passage obligé de tout usager se rendant vers Tipaza. En effet, étant la propriété de Mr X suivant acte de vente vol xxx n xx du 20/10/2008, ce terrain fait désormais l'objet de convoitise, l'idée de création de ce projet n'est, par conséquent, pas fortuite.

B. Analyse du marché

La décision d'investir le créneau est murement réfléchi, répondant au besoin du marché réel et existant.

Ce projet vise à satisfaire une demande locale qui ne cesse d'augmenter sur le marché, notamment dans la région suite au programme de développement local lancé par

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

le président de la république en l'occurrence les logements et les infrastructures de base (routes, écoles, hôpitaux, hôtels,...).

Nous pouvons donc conclure que le rapport de l'offre et de la demande montre un déficit important dans la satisfaction des besoins.

En sommes, le marché local de notre entreprise, seul, est très prometteur d'une demande à forte potentialité et croissance.

C. L'étude commerciale :

❖ Le produit

D'emblée, le promoteur veut distinguer son produit en imposant une qualité de haut niveau, ainsi, la variété de ces produits offre à l'entreprise la possibilité d'être concurrentielle et d'orienter les capacités de production de chaque produit en fonction de son succès commercial et de la demande potentiel exprimée.

❖ La politique des prix

Avec une bonne démarche de gestion des coûts, le projet vise, la réduction au maximum des coûts de production, et ce en vue d'assurer un marché certain pour ses produits. La maîtrise des coûts rendue possible grâce à la technologie moderne des équipements utilisés qui contribuera efficacement à la réduction du prix de vente.

En général la politique des prix est relative aux prix d'acquisition des matières premières et fournitures et aux données macro-économiques (offre, demande).

❖ La distribution

L'entreprise se trouve à proximité de l'autoroute, ce qui concoure à optimiser la localisation par les différents modes de distribution qui allègent les frais de transport.

L'approche de distribution envisagée par le promoteur consiste à la livraison sur site des grandes commandes.

❖ La promotion

L'investisseur envisage d'engager une campagne d'information par des affiches et de placards publicitaires sur la nouvelle autoroute de Tipaza.

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

Les actions commerciales envisagées par le promoteur et sa connaissance parfaite du marché lui permettront de faire face à toute compétitivité et de s'imposer fortement sur le marché régional et national.

D. Analyse technique

❖ Technologie utilisée :

Les machines que le promoteur compte acquérir disposent d'une assistance par ordinateur qui permettrait, à coup sûr, une production de qualité éliminant tout éventuel défaut de fabrication.

❖ Capacités de production

Nous évaluerons la capacité de production sur une année de l'activité avec 300 jours de travail. Ainsi seront exclus seulement le vendredi et jours fériés, et il sera pris en considération une exploitation d'une seule équipe de huit heures de travail.

Toutefois cette capacité de production ne pourra pas être atteinte dès la première année.

En effet, l'entrée en production sera progressive avec une montée en cadence de 04 ans, le temps nécessaire pour que le personnel s'habitue aux équipements et que la clientèle se développe. Elle se fera avec, pour la première année, une mise sur le marché de 69,44% de sa capacité. Cette quantité évoluera ensuite graduellement pour atteindre 83,33% pour la troisième année, 91,67% pour la quatrième année et 100% pour la cinquième année.

Le tableau ci-après présente la gamme complète du produit, la capacité de production par jour et le prix unitaire pratique par l'investisseur :

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

Tableau n°04: La gamme des produits et la capacité de production

produit	Capacité de production/jour	Prix unitaire (DA)
Ourdi 20	13440	40
Ourdi 25	11520	45
Brique 10	21120	25
Brique 15	17280	30
Brique 20	15360	33
Pavie	960 mètres	400
Bordure trottoir	3840	255
Rigole	3840	255

Source : Document interne de la banque

A. Impacte du projet

L'objectif du promoteur, en plus de l'extension des capacités commerciales devant générer plus de revenus, sera de se positionner davantage dans l'environnement socio-économique, tant local que national.

- Sur le plan social, la mise en œuvre du projet contribuera d'une façon substantielle à la résorption du chômage par la création de vingt postes d'emplois permanents dans une première phase

Tableau n°05: la distribution des ouvriers

Personnel administratif	03
Personnel technique	02
Chauffeurs	06
Ouvriers	09
Total	20

Source : Documents interne de la banque

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

- Sur le plan économique, le projet contribuera au renforcement, sur le plan local, des infrastructures existantes en y apportant une exploitation qui créera des richesses au profit de la commune (ressources fiscales).
- Sur le plan environnemental, le promoteur a observé scrupuleusement les directives de la protection de l'environnement. Les installations seront équipées de technologies récentes adaptées aux exigences de la vie moderne en tenant compte de la qualité de l'environnement ; l'activité ne présente pas de danger sur l'environnement. Elle n'est la source d'aucun rejet nocif.

B. Equipement à acquérir :

Les équipements nécessaires au lancement de cette unité seront importés. Les montants sont calculés sur la base d'un cours de change: 1euro=103,2 DZD.

Tableau n°06 : Coût d'équipement à acquérir

Désignation	Montant en EURO	Montant en dinars
Centrale à béton	159.000.00	16.409.000.00
Machine de fabrication d'éléments de béton	520.000.00	53.715.000.00
Chariot élévateur	-----	3.650.000.00
	Total	73.774.000.00

Source : Documents interne de la banque

❖ La structure de financement

La structure de financement est présentée dans le tableau suivant :

Tableau n°07 : La structure de financement d'investissement

Schéma de financement	Montant en KDA	rapport	Taux d'intérêt	durée	différé
Autofinancement	22.133	30%	----	----	----
CMT BNA	51.641	70%	5.25%	5	1
TOTAL	73.774	100%	----	----	----

Source : Documents interne de banque

Conclusion

L'examen des différents aspects du projet appelle les remarques suivantes :

- Le sérieux du promoteur et sa confiance envers ses idées qui sont confirmés par son apport.
- Le projet s'inscrit dans un cadre général de développement.
- La localisation du projet est favorable à l'activité projetée. Elle rend l'approvisionnement en matières premières et la distribution des produits facile et rapide.
- Impacte favorable au développement socio-économique.
- Terrain déjà acquis et travaux de réalisation entamés.
- Moyens de production moderne.

Selon les données ci-dessus, nous concluons que les conditions de faisabilité du projet sont entièrement réunies.

II. Etude financière du projet

Il s'agit ici d'évaluer la rentabilité des capitaux engagés et ce par la détermination des flux de trésorerie et l'analyse de ces flux par le calcul des différents critères de rentabilité et de liquidité.

Sur la base de l'étude technico-économique présentée par les promoteurs, l'étude de rentabilité ne portera que sur cinq (5) ans, en fait, par manque d'informations et de données concernant la durée de vie du projet, nous tenons à rappeler que la durée de vie comptable est différente de la durée de vie économique des équipements.

Donc, l'étude de la rentabilité se fera sur cinq (5) années d'exploitation.

❖ Elaboration de l'échéance de remboursement

On a pris en considération les conditions demandées par le promoteur qui sont cinq (5) années de remboursement dont (1) année de différé.

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

Tableau n°08 : L'amortissement du crédit

Années	01	02	03	04	05
Echéancier	51.461.000	51.641.000	38.730.750	25.820.500	12.910.250
Remboursement	0	12.910.250	12.910.250	12.910.250	12.910.250
Intérêt	2.711 .153	2.711.153	2.033.364	1.355.576	677.789
Reste à rembourser	51.641.000	38.730.750	25.820.500	12.910.250	0

Source : Travail personnel à partir des documents interne de la banque

❖ **Calcul du chiffre d'affaire : sachant que l'entreprise travaille 300 jours par an**

Tableau n°9 : Calcule du CA

	1	2	3	4	5
Capacité théorique de production en DA	72 000 000	72 000 000	72 000 000	72 000 000	72 000 000
Taux d'utilisation	69,4%	76,3%	83,3%	91,6%	100%
Production vendue (CA) en DA	50 000 000	55 000 000	60 000 000	66 000 000	72 000 000

Source : Travail personnel à partir des documents interne de la banque

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

❖ Détermination des soldes intermédiaires de gestion (SIG)

Tableau n°10 : TCR prévisionnel

Désignation	1	2	3	4	5
Chiffre d'affaires	50 000 000	55 000 000	60 000 000	66 000 000	72 000 000
Mat.et fournitures	22 500 000	24 750 000	27 000 000	29 700 000	32 400 000
Services	1 400 000	1 540 000	1 680 000	1 848 000	2 016 000
Valeur ajoutée	26 100 000	28 710 000	31 320 000	34 452 000	37 584 000
personnel	5 443 200	5 985 000	6 577 200	7 232 400	7 950 600
Impôts et taxes	1 000 000	1 100 000	1 200 000	1 320 000	1 440 000
EBE	20 656 800	21 625 000	23 542 800	25 899 600	28 193 400
Frais divers	525 000	577 500	630 000	693 000	756 000
Frais financières	2 711 153	2 711 153	2 033 364	1 355 576	677 788
amortissements	8 467 400	8 467 400	7 831 565	7 377 400	7 377 400
Résultat Net	8 953 247	9 848 947	13 047 871	16 473 624	19 382 212
CAF	17 420 647	18 336 347	20 879 436	23 851 024	26 759 612

Source : Travaille personnel à partir des documents interne de la banque

✓ Interprétation des soldes intermédiaire de gestion (SIG)

De prime abord, nous remarquons à travers ce tableau que les soldes intermédiaires de gestion affichent des résultats très satisfaisants pour tout la période d'étude.

L'entreprise connaît une phase de croissance, visible de par les chiffres figurant sur les T.C.R étudiés. Evolution du chiffre d'affaires de 50 000 KDA à 72 000 KDA entre n=1 à n=5, aussi une augmentation de la valeur ajoutée durant toute la période de 26 100 KDA à 37 584 KDA qui indique l'évolution de volume de richesse nette créée par l'entreprise, ainsi une augmentation du résultat net qui présente le double de la résultat obtenus en 1^{er} année.

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

Les autres principaux soldes intermédiaires de gestion sont à la hausse. Donc on peut conclure que l'activité de l'entreprise est rentable.

❖ Détermination du FR, BFR, et Trésorerie :

Le besoin en fonds de roulement finance les matières premières et les frais de personnel (salaires+ cotisation sécurité sociale), il est donc déterminé ainsi :

Quinze (15) jours de matières premières et un mois de salaire

Exemple pour la première année :

Matières premières sont de : 22 500 KDA

Frais de personnel : 5 443,2 KDA

Le BFR est donc de :

✓ 15 jours de matières premières : $22\,500\,000/24 = 937\,500$ DA (24=2*12mois)

✓ Un mois de frais de personnel : $5\,443\,200/12 = 453\,600$ DA

BFR= matières premières + salaires

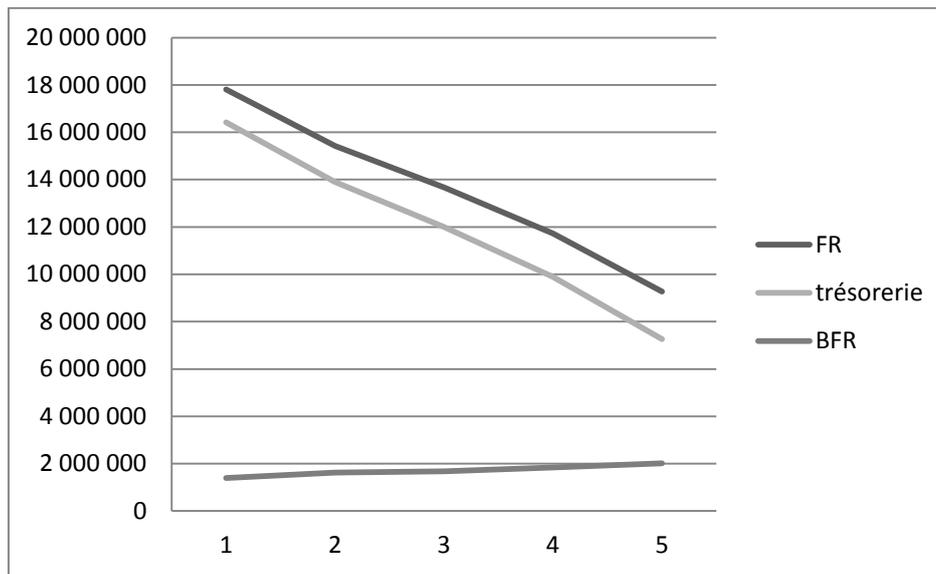
BFR = 1 391 100 DA

Tableau n°11: Calcule du BFR FR et Trésorerie

Mat et fourniture	22 500 000	24 750 000	27 000 000	29 700 000	32 400 000
Frais du personnel	5 443 200	5 985 000	6 577 200	7 232 400	7 950 500
Fond de roulement	17 811 747	15 423 497	13 666 836	11 726 839	9 274 927
Trésorerie	16 420 647	13 893 497	11 993 736	9 886 639	7 262 377
Cumule de trésorerie	16 420 647	30 314 144	42 307 880	52 194 519	59 456 896
BFR	1 391 100	1 630 000	1 673 000	1 840 200	2 012 650

Source : Travail personnel à partir des documents interne de la banque

Figure N°03 : présentation des indices de l'équilibre financier (prévisionnelle)



Source : travail personnel à partir des documents interne de la banque

Nous pouvons constater que les flux de trésorerie n'affichent pas un résultat négatif sur tout la période. Cela veut dire que, pendant la période de la réalisation du projet, le financement des investissements est assuré en totalité, et pendant la période d'exploitation, les ressources du projet sont supérieures à ses emplois.

❖ **Calcul de la variation du BFR**

Tableau n°12: Calcule de la variation du BFR

année	0	1	2	3	4	5
CA	/	50 000 000	55 000 000	60 000 000	66 000 000	72 000 000
%(BFR/CA)	/	2,78%	2,78%	2,79%	2,79%	2,80%
BFR	/	1 391 100	1 530 000	1 673 100	1 840 200	2 012 550
Variation du BFR	1 391 100	138 900	143 100	167 100	172 350	

Source : Travaille personnel à partir des documents interne de la banque

❖ **Analyse par les ratios**

Le tableau des ratios prévisionnel se présente comme suit :

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

Tableau n°13: Calcule des ratios (prévisionnels)

Ratios	Formules	1	2	3	4	5
Ratios de structure						
Equilibre financier	Capitaux permanents/actif immobilisé	111,1%	107,5	102,85%	96,67%	88%
Autonomie financier	Dettes à L.M.T/Capitaux propres	233,32%	186,66%	139,99%	93,3%	46,6%
Evolution F.R.P/activité	Fonds de roulement*360/Chiffre d'affaires H.T	154,51	121,63	98,8	77,06	55,87
Evolution BFRP/activité	Besoin en F.R*360/Chiffre d'affaires H.T	12,067	12,85	12,09	12,09	12,12
Capacité d'endettement	Total des dettes / Total bilan	61,28%	54,36%	45,4%	33,9%	19,3%
Capacité de remboursement	D.M.LT / C.A.F	2,75	2,09	1,38	0,8	0,36
Ratios de rentabilité						
Rentabilité financière	Résultat net/Capitaux propres	43,5%	47,86%	101,46%	115,9%	130%
Ratio de rentabilité nette	Résultat net / Chiffre d'Affaire H.T	21,57%	21,57%	26,20%	30%	32,43%
Ratios d'activité						
Taux d'intégration verticale	Valeur Ajoutée (VA) / Chiffre d'Affaire H.T	62,9%	62,9%	62,9%	62,9%	62,9%

Source : Travail personnel à partir des documents interne de la banque

✓ **Interprétation des ratios**

L'équilibre financière : Ce ratio est une expression du fond de roulement. Il mesure le financement des emplois stables par les ressources durables. Ces résultats sont supérieurs à 1 durant les 3 premières années, cela signifie que les capitaux permanents couvrent tout l'actif fixe et une grande partie de l'actif circulant dans les premières 3 années, à partir de la quatrième année ce ratio devient inférieur à 1, donc l'entreprise dispose d'une marge de sécurité à moyen terme. L'entreprise est équilibrée financièrement à moyen terme.

Autonomie financière : Ce ratio nous a permis de mesurer les capacités de l'entreprise à s'endetter à long terme. D'après les normes, les fonds propres doivent être supérieurs aux DLMT, c'est-à-dire que ce ratio doit être inférieur à 1.

En effet, au-dessus de 1, cela signifierait que les bailleurs de fonds remboursables contribuent plus au financement à long terme que les propriétaires, ce qui aurait une conséquence.

L'entreprise devient très dépendante, ce qui se traduit par une autonomie de décision réduite.

Evolution du Fond de Roulement/activité : Ou aussi Ratio de couverture des risques d'activité, Ce ratio permet de déterminer en nombre de jours si l'entreprise dispose d'une marge de sécurité suffisante pour faire face aux difficultés de vente. Ces résultats sont très suffisants dans toute la période d'étude.

Donc l'entreprise dispose d'une marge de sécurité suffisante pour faire face aux difficultés de vente.

Capacité de remboursement : Ce ratio nous a permis de mesurer la capacité des ressources financières, dégagées par l'entreprise, pour faire face à ses engagements à long et moyen terme. Durant les trois premières années ce ratio est supérieur à 1, donc l'entreprise peut faire face à ses engagements dans cette période, par contre dans les deux années suivantes la 1^{ère} période on remarque que ce ratio est devenu inférieur à 1, donc elle représente un danger pour le banquier en cas de faillite de l'entreprise.

Rentabilité financière : Ce ratio nous permet de mesurer la capacité de l'entreprise à rentabiliser les capitaux engagés par les associés, ces résultats sont en évolution de 43,5% en

Chapitre 3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

première année jusqu'à 130% dans la dernière année. Ce qui signifie que le propriétaire de l'entreprise à-il fait un bon placement.

Taux d'intégration verticale : Il mesure l'importance de la valeur ajoutée par rapport à l'intégralité du chiffre d'affaires ou à la production totale, ces résultats sont égaux (62,9%) dans tout la période d'étude, ainsi elles sont proche de 1. Cela signifie que plus il est proche de 1 moins l'entreprise fait appel aux tiers.

- Selon les prévisions, ces ratios de structure prendre une allure ascendante, ce qui met le banquier dans une bonne position. Mais, ce critère ne peut en aucun cas privilégier la décision finale du banquier.

❖ **Calcule et appréciation des critères de rentabilité (après financement) :**

- Calcule de la valeur actuelle nette des fonds propres (VANFP):

Tableau n°14 : Calcule de la (VANFP) et (TRFP)

	0	1	2	3	4	5
Capitaux propres	22 133 000	-	-	-	-	-
Flux de trésorerie	-	16 420 647	13 893 497	11 993 736	9 886 639	7 262 377
dividendes	-	-	-	-	-	-
Flux à analyser	-22 133 000	16 420 647	13 893 497	11 993 736	9 886 639	7 262 377
Flux cumules	-22 133 000	-5 712 353	8 181 144	20 174 880	30 061 519	37 323 896
Flux actualisés à 11%	-22 133 000	14 926 368	11 476 029	9 007 296	6 752 574	4 509 936
Flux actualises cumules	-22 133 000	-7 206 632	4 269 397	13 276 692	20 029 267	24 539 203
VAN fonds propres	22 318 394					
Le taux de rentabilité des fonds propres (TRFP)	54,96%					

Source : Travail personnel à partir des documents interne de la banque

$$\text{VANFP} = -\text{FP} + \sum \text{flux actualisés}$$

Le taux de rentabilité des fonds propres (TRFP) :

Le résultat du TRFP a été obtenu à l'aide d'Excel.

NB : pour l'actualisation des flux nous avons choisi arbitrairement le taux 11% du fait que le taux d'intérêt débiteur pratiqué au niveau de la BNA est de 5,25%, donc la majoration de ce

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

taux par une prime de 7,75% est suffisante pour refléter l'effet du facteur « temps », des couts des ressources ainsi que d'une éventuelle inflation.

- Délai de récupération actualisé des fonds propres (DRAFP) :

Le cumul des flux de trésorerie non actualisés change de signe entre la 2^{ème} et la 3^{ème} année d'exploitation, donc le capital investi sera récupéré au cours de la 2^{ème} année.

Calculons le DR plus exactement (par interpolation linéaire) :

$$DR = 2ans + \frac{5712353}{5712353+8181144} * 12 = 2ans + 5mois$$

Les fonds propres seront récupérés en 2ans et 5mois

Commentaire : La récupération du capital investi durant la deuxième année d'exploitation permet au projet d'être solvable dans le moyen terme (moins de 5ans) donc, le risque d'insolvabilité suit un éventuel CMT est à écarter.

- Valeur actuelle nette des fonds propres (VANFP) :

$$\begin{aligned} \text{VANFP} &= \text{somme des flux actualisés des rémunérations de l'investisseur} \\ &= 22\,318\,394 \text{ DA} \end{aligned}$$

Commentaire :

A un taux d'actualisation de 10%, les fonds propres affichent une VAN très importante, et un TRIFP très élevé (54,96%) largement supérieur au taux de placement.

- **Conclusion de l'étude de rentabilité du projet**

L'analyse de la rentabilité avant et après financement ainsi que le diagnostic apporté aux différents critères de rentabilité nous a permis de conclure que le projet envisagé est en mesure de générer une rentabilité quasi-certaine.

La très forte rentabilité du projet démontrée par les données précédentes, fait de cet investissement une intéressante opportunité pour la banque d'accompagner la relation dans son développement dans un créneau porteur, et ainsi accroître les mouvements qui lui sont confiés.

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

- La rentabilité commerciale connaît une progression continue et ce, en raison de l'augmentation du résultat. L'accroissement du taux d'intégration (VA/CA) et du taux (RN/CA) reflètent ainsi la réalisation des « économies d'échelle ».

III. Etude de risque :

Après une étude portant sur la rentabilité et la viabilité du présent projet, nous sommes optimistes quant à la réussite de ce projet d'autant plus que le marché visé est très important et que la demande ne cesse de croître, donc, s'agissant du risque commercial, nous estimons qu'il est très minime.

Conclusion de l'étude (avis personnel) :

Suite à l'étude des risques, on peut considérer que les perspectives de cette affaire restent prometteuses qui nous rassurent sur la récupération de notre créance.

Pour cela nous sommes d'avis favorable pour le financement du projet à hauteur de 60% soit 43.899.400DA sous forme de crédit à moyen et long terme pour une durée de 5 ans dont un an différé.

Garanties recueillies: La mobilisation de notre crédit est subordonnée au recueil préalable de :

- Recueil de délégation police d'assurance multirisque (DPAMR) et assurance catastrophes naturelles DPACATNAT.
- Engagement de centraliser le mouvement d'affaire à nos guichets.
- Nantissement des équipements (à financer).

Avis du banquier :

Après les études effectuées, nous constatons que notre projet est viable et rentable. En effet les différents paramètres laissant présager un avenir prometteur à cette nouvelle affaire.

A cet effet, nous sommes d'avis favorable pour un accord de principe pour le financement du projet par un CMT d'un montant de 43.899.400 détaillé comme suit :

- 42.074.400 DA : Représente le financement de 60% du montant total des machines importées.

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

- 1.825.000 DA : Représente le financement de 50% du montant de la machine acquise sur le marché local.

Comparaison avec la décision de la banque :

Le chargé d'études qui a étudié le même dossier est arrivé à la même décision, sauf que l'approche empruntée est différente, il a effectué une évaluation du projet en calculant juste la valeur actuelle nette et le délai de récupération en négligeant les autres critères de rentabilité (les ratios de l'analyse financière) qu'il faut prendre en considération, car ils sont très significatifs pour la prise de décision. Ainsi dans la décision final il y'a un manque des garanties qui est un facteur très important pour la protection contre le risque de crédit.

Chapitre3 : Etude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea

Conclusion

Après l'étude de dossier de crédit d'investissement on a constaté que l'analyse et l'étude d'un dossier de crédit n'est pas facile car les informations chiffrées toutes seules, n'ont pas de signification si elles ne sont pas suivies par des interprétations et des explications, pour cela, le banquier doit aller au bout des choses, il doit collecter le maximum de données, qui lui permet de prendre une bonne décision.

Cependant les démarches qu'on a dû suivre pour aboutir à la décision sont totalement différentes de celles prises par la banque. Le banquier à utiliser que la méthode d'évaluation de projet, par contre on a basé notre étude sur l'analyse financière.

Toutefois, une étude succincte et non approfondie conduit sûrement à la dissimulation de certains éléments plus ou moins importants selon le cas. Ce qui pourrait conduire à des conclusions erronées et par conséquent à des décisions risquées.

CONCLUSION
GENERALE

Conclusion générale

Nous voilà au terme de ce travail, fruit d'un mois de stage au sein de l'agence BNA 441 de Kolea. Nous avons essayé de décomposer d'une manière descriptive et analytique le déroulement d'une opération de financement d'investissement. Ce travail allie à la fois les connaissances recueillies sur le terrain ainsi que celle acquises lors de notre formation au sein de l'école supérieure de commerce, en plus des ouvrages consultés.

Tout au long de notre travail, nous avons pu nous rendre compte de l'importance que revêt l'étude analytique du dossier de crédit. En effet, ils sont d'une nécessité incontestable pour toute opération de crédit. Afin d'éviter tout risque de défaillance de la part du client, le banquier doit identifier ce dernier, analyser la situation financière et économique de son entreprise ou évaluer son projet et étudier les risques probables. Cette procédure lui permettra de conclure par un avis favorable ou défavorable de l'octroi de crédit.

A travers cette étude, nous avons essayé de passer en revue les principales techniques utilisées actuellement en Algérie pour le financement des investissements.

Les techniques ont peu évoluées, puisque en matière de réglementation la banque doit exécuter strictement les décisions émanant de la Direction centrale.

Résultats et test des hypothèses

Dans un premier lieu, nous avons abordés, d'une manière approfondie, les différents types de crédits d'investissement proposés par la banque. Ensuite nous avons essayé d'expliquer la notion de risque crédit comme étant toujours présent dans l'activité de crédit. Cela confirme notre hypothèse N°1.

Ainsi on a développé les différents outils adoptés lors de l'étude d'un dossier de crédit et leur nécessité incontestable pour toute opération de crédit. Tout cela illustré par un cas pratique d'un projet d'investissement domicilié au sein de notre agence où on trouve que la banque national d'Algérie s'appuie uniquement sur l'évaluation de projet et l'historique de l'entreprise cela confirme l'hypothèse N°2.

Les recommandations

Avec l'ouverture à l'économie de marché et l'installation d'institutions financières étrangères, un autre contexte va exister, et les banques algériennes devront pour garder leur part de marché, être plus efficaces et plus compétitives.

Elles devront également faire évoluer leurs techniques et procédures et proposer toute une gamme de produits nouveaux. Tout cela ne sera possible que grâce à un développement de leur réseau, une réorganisation de leurs structures, une modernisation de leurs procédures, une meilleure qualification de leur personnel, un comportement plus professionnel, sans oublier bien entendu la qualité de service et l'amélioration de service d'accueil de la clientèle. Ainsi la nécessité d'une approche basée sur le marché peut servir de base à une politique de distribution dynamique en matière de produits et de services bancaires.

Les apports de la recherche

D'un point de vue théorique, cette recherche nous a permis, tout d'abord, de comprendre la notion d'investissement, ainsi que le concept de crédit d'investissement, en étudiant sa définition, ses caractéristiques et leur rôle. Cela nous a également permis de connaître tous les risques liés à l'activité de la banque et comment les réduire.

D'autre part, cette recherche nous a aussi permis de connaître les conditions d'étude d'un dossier de crédit d'investissement, et toutes les étapes suivies lors de l'étude de la demande de financement et aussi après le financement.

Enfin nous souhaitons que ce modeste travail soit d'une grande utilité pour ceux qui auront à le consulter.

REFERENCES
BIBLIOGRAPHIQUES

Références bibliographiques

Textes Règlementaires

La loi 03-11 du 26 aout 2003 relative à la monnaie et au crédit

Règlement de la Banque d'Algérie n°08-01 du 20 janvier 2008

Algérie Crédit-bail Ordonnance n°96-09 du 10 janvier 1996

Algérie Centrale des risques entreprises et ménages Règlement de la Banque d'Algérie n°12-01 du 20 février 2012

Document interne de la banque (BNA)

Livres

CAPUL Jean-Yves, ... L'économie et les sciences sociales de A à Z, Paris, France, 2004,

CONSO Pierre, HEMICI Farouk, ... Gestion financier de l'entreprise, 10, me Edition, Paris, France

Groupe Eyrolles, GUIDE DU CHOIX D'INVESTISSEMENT

Groupe Eyrolles, 2006. Edition d'organisation

Charles GIDE

D'HOIR-LAUPRETRE C : « droit du crédit », édition ellipses, paris, 2000

BOUYAKOUB F : « l'entreprise et le financement bancaire », édition casbah, Alger, 2000

C. Kharoubi et Philippe Thomas, "ANALYSE DU RISQUE DE CR2DIT Banque & Marchés"; RB édition, France, Mai 2003

ERIC Taconne. Techniques bancaires : Le marché des particuliers'.4e édition CASTEILLA, Paris, 2006.

G.Ausset et J. Margerin « investissement et financement », sedifor, paris.

Simon PARIENTE. Analyse financière et évolution de l'entreprise.2eme édition,

K.CHIHA « FINANCE D'ENTREPRISE : approche stratégique », Edition HOUMA

LUCIEN G, économie de l'entreprise, 1ère édition,

DE LABRUSLERIE H, analyse financière, 4ème édition, Paris, 2010.

SOCIETE GENERALE, condition appliquées aux opérations bancaires, 2015

M.Hamouda : «système et pratiques bancaires en Algérie », édition Houma, 2006, Alger

Analyse financière 4eme édition, F.Deisting et J-P.Lahille,2013

Les fondements de l'analyse financière Jean-Claude Juhel, 2012

Les articles

Algérie Centrale des risques entreprises et ménages Règlement de la Banque d'Algérie n°12-01 du 20 février 2012

Article 882 du Code Civil Algérien.

Article 948 du Code Civil Algérien

L'article 112 de la loi 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit.

Sites web

<http://www.blog-gestion-de-projet.com/quest-ce-quun-projet-dinvestissement-et-comment-les-classifier/>

http://public.iutenligne.net/gestion/gestionfinanciere/antraigue_januario/partie4_choix_invest_finan_832-S3/sansmenu/GEST-P04-R01/CHAPITRE-01/Section-1-3.html

https://www.memoireonline.com/02/09/1985/m_Pratiques-bancaires-de-banques-etrangeres-envers-les-PME-Algeriennes-Cas-de-la-Societe-Generale-Alg7.html

<https://www.doc-etudiant.fr/Commerce/Economie/Expose-La-gestion-du-risque-de-credit-108100.html>

<http://www.comparaconso.fr/lexique/duree-du-credit.php>

https://www.persee.fr/doc/ecofi_0987-3368_1990_num_12_1_1692

www.droit-algerie.com

<http://www.entreprise-move.com/credit-a-moyen-terme-mobilisable/>

<https://www.ansej.org.dz/>

<http://www.mf.gov.dz/article/300/Grands-Dossiers/255/DISPOSITIF-CNAC.html>

<https://www.angem.dz/>

<https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-economique-et-financier/1198787-plan-de-financement-definition>

www.droit-afrique.com

Cours

M. Malek, choix d'investissement, support de cours école supérieur de commerce, Alger, 2016- 2017

K. Hamdi, cours d'évaluation de projet ESB 2016-2017

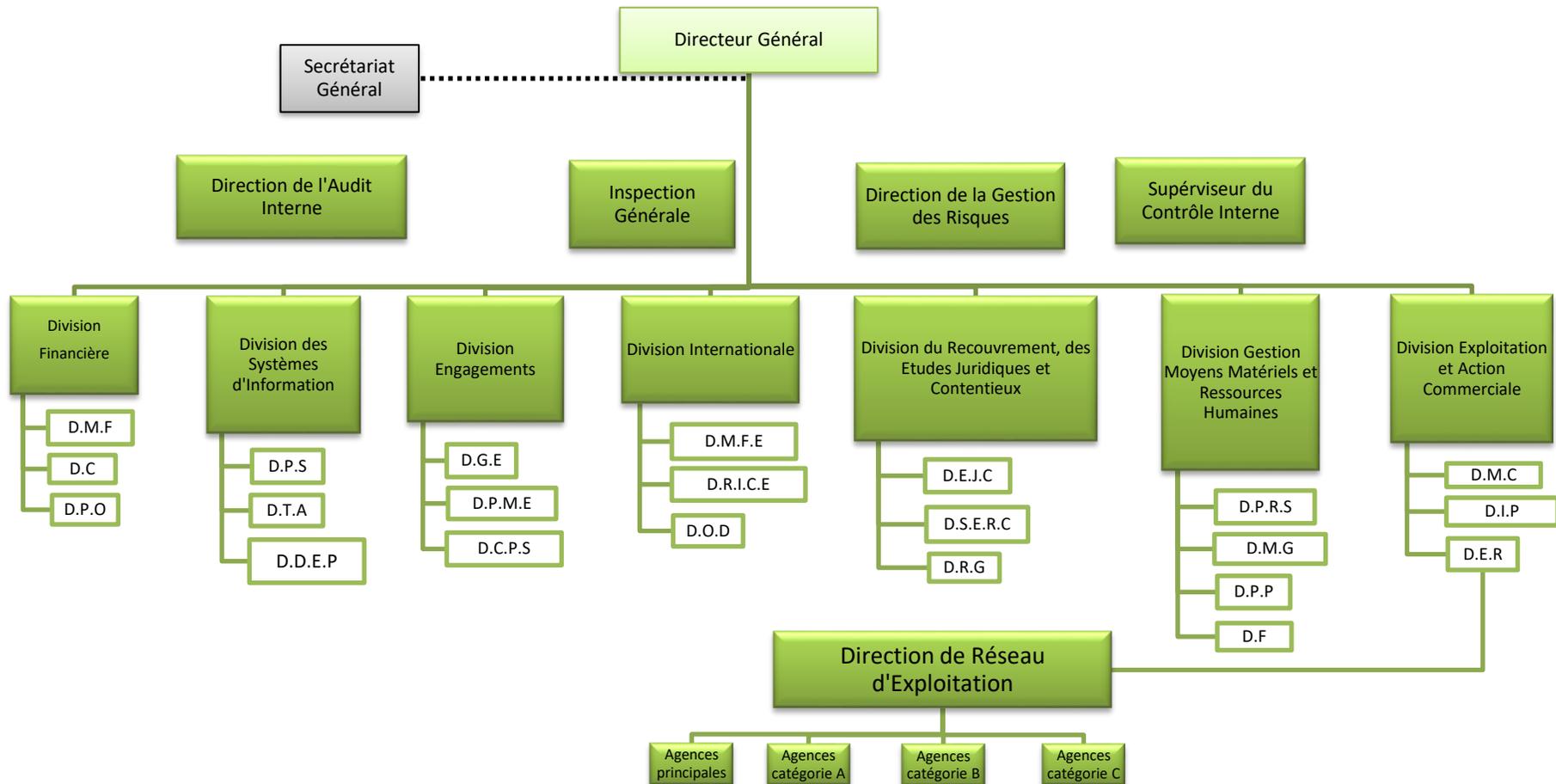
Cours Pr. ILMANE Mohamed-Chérif, Supervision et contrôle Bancaires 2016-2017

Mémoires

Mémoire magister en sciences économiques « les circuits de financement des PME en algérie » université d'Oran présenté par Melle B. Djamila 2007.

ANNEXES

Annexe N°1: Organigramme général de la Banque Nationale d'Algérie



Annexe N°2: Abréviations des structures de la Banque Nationale d'Algérie

Abréviations			
	Division Engagement	DRICE	Direction des Relations Internationales et du Commerce Extérieur
DGE	Direction des Grandes Entreprises	DOD	Direction des Opérations Documentaire
DPME	Direction des Petites et Moyennes Entreprises		Division Financière
DCPS	Direction de Crédits aux Particuliers et Spécifiques	DPO	Direction de la Prévision et de l'Organisation
	Division Exploitation et Action Commerciale	DC	Direction de la comptabilité
DER	Direction Encadrement du Réseau	DMF	Direction des Marchés Financiers
DMC	Direction Marketing et Communication		Division des Systèmes d'Information
DIPM	Direction des instruments de paiement et de la monétique	DPS	Direction de la Production et des Services
	Division Gestion des Moyens Matériels et des Ressources Humaines	DTA	Direction des Technologies et de l'Architecture
		DDEP	Direction du Développement Etudes et Projets
DPRS	Direction du Personnel et des Relations Sociales		Division de Recouvrement, des Etudes Juridiques et du Contentieux
DMG	Direction des Moyens Généraux		
DPP	Direction de la Préservation du Patrimoine	DSERC	Direction du Suivi des Engagements et du Recouvrement des Créances
DF	Direction de la Formation		
	Division Internationale	DEJC	Direction des Etudes Juridique et du Contentieux
DMFE	Direction des Mouvements Financiers avec l'Etranger	DRG	Direction de la Réalisation des Garanties

Annexe N°3 : Bilan prévisionnel après financement

(unité :KDA)

Actif	1	2	3	4	5	Passif	1	2	3	4	5
ACTIF IMMOBILISES :						Capitaux permanents					
<u>Immobilisation incorporelles</u>						Apport personnel	20.579	20.579	20.579	20.579	20.579
<u>Immobilisation corporelles</u>						Dettes à moyen et à long terme (DLMT)					
Matériel et fournitures	68.595	68.595	68.595	68.595	68.595	Crédit bancaire	48.016	38.412,8	28.809,6	19.206,4	9.603,2
<u>Immobilisation financières</u>											
Immobilisation brut	68.595	68.595	68.595	68.595	68.595	Capitaux permanents	68.595	58.991,8	49.388,6	39.785,4	30.182,2
Amortissements	6.859,5	13.719	20.578,5	27.438	34.297,5	Dettes à court terme					
Immobilisation nette	61.735,5	54.876	48.016,5	41.157	34.297,5	Dettes d'exploitation :					
Total Actif immobilisé	61.735,5	54.876	48.016,5	41.157	34.297,5	Dettes hors exploitation :					
Actif circulant :						Total dettes					
<u>Créances</u>						Résultat (bénéfice)	9.751,46	11.667,16	14.036,628	16.834,596	19.569,564
Disponibilités	16.610,96	15.782,96	15.408,728	15.462,996	15.454,264	Total passif	78.346,46	70.658,96	63.425,228	56.619,996	49.751,764
Résultat (perte)											
Total actif	78.346,46	70.658,96	63.425,228	56.619,996	49.751,764						

Annexe N°4 : Le compte de résultats (5 ans)

Rubrique	1		2		3		4		5	
	Débit	Crédit								
Chiffre d'affaire		50.000.000		55.000.000		60.000.000		66.000.000		72.000.000
Matières et fournitures	22.500.000		24.750.000		27.000.000		29.700.000		32.400.000	
Services	1.400.000		1.540.000		1.680.000		1.848.000		2.016.000	
Valeur ajoutée		26.100.000		28.710.000		31.320.000		34.452.000		37.584.000
Frais de personnel	5.443.200		5.985.000		6.577.200		7.232.400		7.950.600	
T.A.P	1.000.000		1.100.000		1.200.000		1.320.000		1.440.000	
Frais financiers	2.520.840		2.520.840		2.016.672		1.512.504		1.008.336	
Frais divers	525.000		577.500		630.000		693.000		756.000	
Dotations aux amortissements	6.859.500		6.859.500		6.859.500		6.859.500		6.859.500	
Résultat Brut d'Exploitation		9.751.460		11.667.160		14.036.628		16.834.596		19.569.564

Annexe N°5 : Amortissement du crédit

TABLEAU D'AMORTISSEMENT DU CREDIT :

ANNEES	ECHÉANCIER	REMBOURSEMENT	INTERET	RESTE A REMBOURSER
1°	48.016.000	0	2.520.840	48.016.000
1° ANNEE	48.016.000	0	2.520.840	48.016.000
2°	48.016.000	9.603.200	2.520.840	38.412.800
2° ANNEE	48.016.000	9.603.200	2.520.840	38.412.800
3°	38.412.800	9.603.200	2.016.672	28.809.600
3° ANNEE	38.412.800	9.603.200	2.016.672	28.809.600
4°	28.809.600	9.603.200	1.512.504	19.206.400
4° ANNEE	28.809.600	9.603.200	1.512.504	19.206.400
5°	19.206.400	9.603.200	1.008.336	9.603.200
5° ANNEE	19.206.400	9.603.200	1.008.336	9.603.200

Annexe N°6 : Charges d'exploitation

TABLEAU DES CHARGES D'EXPLOITATION :

	1° ANNEE	2° ANNEE	3° ANNEE	4° ANNEE	5° ANNEE
RIQUES					
ET FOURN	22.500.000	24.750.000	27.000.000	29.700.000	32.400.000
VICES	1.400.000	1.540.000	1.680.000	1.848.000	2.016.000
IS DU SONNEL	4.320.000	4.750.000	5.220.000	5.740.000	6.310.000
ISATIONS S.S	1.123.200	1.235.000	1.357.200	1.492.400	1.640.600
.P	1.000.000	1.100.000	1.200.000	1.320.000	1.440.000
IS FINANCIERS	2.520.840	2.520.840	2.016.672	1.512.504	1.008.336
IS DIVERS	525.000	577.500	630.000	693.000	756.000
TAL	33.389.040	36.473.340	39.103.872	42.305.904	45.570.936
TAT AUX ORTISS	6.859.500	6.859.500	6.859.500	6.859.500	6.859.500
TAL GENERAL	40.248.540	43.332.840	45.963.372	49.165.404	52.430.436

Annexe N°7 : Tableau prévisionnel d'exploitation

TABLEAU PREVISIONNEL D'EXPLOITATION

RUBRIQUES	1° ANNEE	2° ANNEE	3° ANNEE	4° ANNEE	5° ANNEE
CHIFFRE D'AFFAIRE	50.000.000	55.000.000	60.000.000	66.000.000	72.000.000
CHARGES D'EXPLOITA	40.248.540	43.332.840	45.963.372	49.165.404	52.430.436
RESULTAT	9.751.460	11.667.160	14.036.628	16.834.596	19.569.564

Table des matières

Table des matières

Remerciement	
Dédicace	
Liste des tableaux	
Liste des figures	
Liste des abréviations	
Sommaire	
Introduction générale.....	A
Chapitre 1 : Notions de base sur l'investissement, le crédit d'investissement et les risques de crédit.....	1
Introduction du premier chapitre	2
Section 1 : Notions sur l'Investissement.....	3
I. Définition de l'Investissement.....	3
I.1. Définition Economique de l'Investissement.....	3
I.2. Définition Financière d'Investissement.....	3
I.3. Définition Comptable d'Investissement	4
I.4. Classification des Investissements.....	4
II. Caractéristiques de l'Investissement.....	5
II.1. Le Capital Investi	6
II.2. la Durée de Vie	6
II.3. la Valeur Résiduelle.....	6
II.4. les Flux de Trésorerie générés par l'Investissement (cash-flow).....	7
II.4.1. la notion de flux de trésorerie (cash-flows)	7

Table des matières

II.4.2. l'Evaluation des Cash-Flows.....	7
III. Typologie de l'Investissement.....	7
III.1. Classification basée sur la nature.....	8
III.2.Classifications Basé sur les Objectifs.....	8
III.3.Classification Basée sur leurs Familles	8
Section 2 : Notion du Crédit d'Investissement	9
I. Généralité sur le crédit bancaire	9
I.1. Définition du Crédit.....	9
I.2. Le Rôle du Crédit.....	10
I.3. Les Caractéristiques du Crédit.....	11
I.3.1 La confiance	11
I.3.2. La durée.....	11
I.3.4. Rémunération et Conditions financières du crédit.....	12
II. Les Différents Types du Crédit d'Investissement	12
II.1. Définition du Crédit d'Investissement	12
II.2. Les caractéristiques d'un crédit d'investissement	13
II.3. les Objectifs d'un Crédit d'Investissement	13
1- la production	14
2- le développement	14
3- la relance du circuit financier	14
III. Les différents Types du Crédit d'Investissement	14
III.1. Les crédits classiques (directs)	15
III.1.1. Les crédits à moyen terme (CMT)	15

Table des matières

III.1.1.1. Le crédit à moyen terme réescomptable	16
III.1.1.2. Le crédit à moyen terme mobilisable	16
III.1.1.3. Le crédit à moyen terme non mobilisable.....	16
III.1.2. Les crédits à long terme (CLT)	16
III.1.3. Le Crédit-Bail (leasing)	17
III.1.3.1. Définition du Crédit-Bail (leasing)	17
III.1.3.2. Les Formes du Crédit-Bail.....	18
III.1.3.3. Les Avantages du Crédit-Bail	18
III.1.3.4. Les Inconvénients du Crédit-Bail	19
III.2. Les crédits spéciaux.....	19
III.2.1. Les crédits relevant du cadre A.N.S.E.J	19
III.2.2. Les crédits aux chômeurs promoteurs dispositifs CNAC.....	20
III.2.3. Le Microcrédit ANGEM	21
Section 3 : Les Risques de Crédit et les Moyens de Prévention	22
I. Les risques liés au crédit	22
I.1. Définition d'un risque.....	22
I.2. Les typologies de risque de crédit	23
I.2.1. Le risque d'immobilisation	23
I.2.2. le risque de non remboursement.....	24
I.2.3. Le risque du marché	25
II. Moyens de Prévention des Risques de Crédit.....	25
II.1. L'application des règles prudentielles	25
II.2. Les Garanties	26

Table des matières

II.2.1. Les Garanties personnelles	26
II.2.2. Les garanties réelles	27
II.2 .3. Les garanties complémentaires	28
Conclusion du premier chapitre.....	29
Chapitre 02 : Conditions D'Etude d'un Dossier de Crédit d'Investissement.....	30
Introduction du deuxième chapitre.....	31
Section 1 : Les documents nécessaires pour l'étude d'un dossier.....	32
I. Documents administratifs	32
II. Documents technico-économique.....	32
II.1. Description générale introductive d'un projet d'investissement	32
II.2.présentation de l'investisseur	34
II.3.Etude de marché relative aux produits prévus par le projet	35
II.4.Description technique du projet.....	36
II.5.Coût du projet	38
II.6.aspect financier du projet.....	38
II.7.Analyse de la rentabilité financière de l'investissement	39
II.8. Garanties offertes par le promoteur	49
Section 2 : Critères d'octroi de crédit bancaire	40
I. Collecte et utilisation de l'information	41
I.1. Le centrale des risques	41
I.2. Le centrale des impayées.....	41
A. Interdiction de chéquier	41
B. L'avis à tiers détenteurs (ATD)	42

Table des matières

C.	Les interdits judiciaires	42
I. 3.	Les incidents de paiements	42
II.	Les capacités financières présentes et futures	42
II.1	La centrale des bilans	42
II.2.	Taille de l'entreprise	43
II.3.	Durée de la relation.....	43
II.4.	le profil du propriétaire dirigeant	43
II.5.	Qualité de la gestion	44
III.	Garanties offertes	44
Section3	L'analyse financière	44
I.	Généralités sur l'analyse financière	44
I.1.	Définition de l'analyse financière	44
I.2.	Objet de l'analyse financière	45
A.	L'analyse de la solvabilité (liquidité)	45
B.	L'analyse de la rentabilité (valeur de l'entreprise)	45
II.	Les documents nécessaires pour l'analyse financière	46
II.1.	Les documents non financiers de l'analyse	46
A.	L'extrait d'immatriculation de l'entreprise au registre du commerce et des sociétés...46	
B.	Les états d'endettement	46
C.	La documentation commerciale éditée par l'entreprise elle-même	47
II.2.	Les documents financiers de l'analyse	47
III.	L'analyse financière de l'entreprise.....	47
III.1.	Elaboration et appréciation du bilan financier	47

Table des matières

III.2. Calcul et appréciation des indicateurs d'équilibres financiers	50
A. Le fond de roulement (FR).....	50
B. Le besoin en fond de roulement(BFR)	50
C. La trésorerie	51
III.3. Analyse du compte de résultats et analyse des SIG.....	51
A. Définition du compte de résultats.....	51
B. Analyse des SIG.....	51
III.4. L'analyse par la méthode des ratios	53
A. Les ratios de structure financière	53
III.5. L'analyse prévisionnelle.....	58
Conclusion du deuxième chapitre.....	60
Chapitre3 : étude de demande de crédit d'investissement auprès de la BNA de Kolea.....	61
Introduction du troisième chapitre.....	62
Section1 : Présentation de l'Organisme d'Accueil BNA Kolea.....	63
I. Présentation de la Banque Nationale d'Algérie BNA.....	63
I.1. historique de la BNA.....	63
I.2. Missions et objectifs de la BNA.....	63
I.3. organisation de la banque nationale d'Algérie.....	64
II. présentation du BNA Kolea441.....	66
II.1. présentation de l'agence.....	66
II.2. l'organisation de l'agence.....	66
Section 02 : cas d'étude d'un dossier de crédit d'investissement.....	68
I. Présentation de et identification du projet.....	68

Table des matières

I.1. Avantages obtenus.....	69
I.2. Etude de la viabilité du projet.....	69
II. Etude financière du projet.....	74
III. Etude de risque.....	82
Comparaison avec la décision de la banque.....	84
Conclusion du troisième chapitre.....	85
Conclusion générale	
Bibliographie	
Annexes	
Tables des matières	
Résumé	

Résumé

Ce travail de recherche a pour objectif d'identifier et étudier les paramètres et critères d'évaluation et d'acceptation de financement des entreprises dans leur cycle d'exploitation, ont élaboré une évaluation rigoureuse de l'entrepreneur, l'entreprise, et des garanties offertes.

Notre étude s'est portée sur une banque publique algérienne (BNA). Où nous avons appliqué la méthode de l'analyse financière dans le traitement et l'évaluation d'un projet d'investissement, ce dernière nous permettent de prendre une vision futur (prévisionnel) sur la solvabilité d'entreprise et la rentabilité de projet envisagé. Nous examinons la rentabilité du projet face à une multitude de facteurs internes et externes. Le variable à expliquer est le risque bancaire.

Mots clefs : la solvabilité, la rentabilité, le risque, crédit d'investissement, données prévisionnels.

Abstract

This research work has been done to identify the parameters and criteria for evaluating and accepting the financing of companies in their operating cycle, it is based on a rigorous evaluation of the entrepreneur, the credibility company and the guarantees offered.

Our study was conducted in Algerian public Bank (BNA), where the method of financial analysis in the treatment and evaluation of an investment project. Was applied it was allowed to take a future (projected) vision on the solvency of the company and the profitability of the planned project. We examine the profitability of the project against a multitude of internal and external factors. The variable that was explained was the banking risk.

Keywords : creditworthiness, the profitability, the risk, investment credit, forecast data